

## AVIS DES SOCIETES

### ETATS FINANCIERS

#### BANQUE DE L'HABITAT

Siège social : 21 avenue kheireddine Pacha-1002 Tunis Belvédère

La Banque de l'Habitat publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 Décembre 2003 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 20 mai 2004. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes, la société - La Générale d'Audit et Conseil - (G.A.C).

#### BILAN Arrêté au 31.12.2003 ( en dinars)

ACTIF	Note	31-12-2003	31-12-2002
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	AC1	17 328 202	18 296 241
Créances sur les établissements bancaires et financiers	AC2	223 899 845	157 926 010
Créances sur la clientèle	AC3	2 215 210 409	2 134 509 068
Portefeuille titre commercial	AC4	165 471 645	156 056 549
Portefeuille titres d'investissement	AC5	83 459 911	77 711 945
Valeurs immobilisées	AC6	28 353 297	28 173 538
Autres actifs	AC7	128 680 164	112 052 168
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 862 403 473</b>	<b>2 684 725 519</b>

PASSIF			
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	PA2	95 208 108	92 014 412
Dépôts et avoirs de la clientèle	PA3	1 670 232 638	1 572 528 329
Emprunts et ressources spéciales	PA4	556 128 453	500 242 179
Autres passifs	PA5	348 938 074	327 426 590
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 670 507 273</b>	<b>2 492 211 510</b>

CAPITAUX PROPRES			
Capital		75 000 000	75 000 000
Réserves	CP2	99 603 402	99 597 694
Autres capitaux propres	CP4	414 048	414 048
Résultats reportés	CP5	437 520	463 003
Résultat de la période	CP6	16 441 230	17 039 264
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	CP7	<b>191 896 200</b>	<b>192 514 009</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>2 862 403 473</b>	<b>2 684 725 519</b>

#### ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN Arrêté au 31.12.2003 (en dinars)

PASSIFS EVENTUELS	Note	31-12-2003	31-12-2002
Cautions, avals et autres garanties données	HB1	148 748 630	115 298 925
A –en faveur d'établissements bancaires et financiers		22 283 860	23 625 126
B- en faveur de la clientèle		126 464 770	91 673 799
Crédits documentaires	HB2	108 644 218	43 237 372
Actifs données en garantie	HB3	0	13 600 000
<b>TOTAL PASSIFS EVENTUELS</b>		<b>257 392 848</b>	<b>172 136 297</b>

BH -(suite)-

**ENGAGEMENTS DONNES**

<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>HB4</b>	<b>894 886 350</b>	<b>807 215 596</b>
A- en faveur d'établissements bancaires et financiers		0	0
B- en faveur de la clientèle		894 886 350	807 215 596
<b>Engagements sur titres</b>	<b>HB5</b>	<b>600 000</b>	<b>600 000</b>
A- participations non libérées		600 000	600 000
B- titres à recevoir		0	0
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>895 486 350</b>	<b>807 815 596</b>

**ENGAGEMENTS RECUS**

<b>Engagements de financement reçus</b>	<b>HB6</b>	<b>540 277 451</b>	<b>474 617 757</b>
<b>Garanties reçues</b>	<b>HB7</b>	<b>45 731 378</b>	<b>37 865 868</b>
A- garanties reçues de l'état		2 640 260	3 036 629
B- garanties reçues d'autres établissements bancaires financiers et d'assurance		0	0
C- garanties reçues de la clientèle		43 091 118	34 829 239

**ETAT DE RESULTAT Période du 01.01 au 31.12.2003 (en dinars)**

<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>Note</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
Intérêts et revenus assimilés		143 902 008	152 033 983
Commissions		16 990 097	17 123 312
Gains sur portefeuille-titre commercial et opérations financières		11 064 883	13 203 419
Revenus du portefeuille d'investissement		361 606	1 235 216
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>		<b>172 318 594</b>	<b>183 595 930</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Intérêts encourus et charges assimilées		84 470 413	88 821 460
Commissions encourues		1 431 281	1 154 191
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>		<b>85 901 694</b>	<b>89 975 651</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>86 416 900</b>	<b>93 620 279</b>
<b>Dotations aux Provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif</b>	<b>CH4/PR5</b>	(11 592 906)	(16 225 542)
<b>Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement</b>	<b>CH5/PR6</b>	(2 091 050)	(986 678)
Autres produits d'exploitation		5 578 249	5 595 585
Frais de personnel		(36 956 691)	(34 053 879)
Charges générales d'exploitation		(15 728 622)	(16 856 770)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(3 118 476)	(3 368 777)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>22 507 404</b>	<b>27 724 217</b>
<b>Solde en gain \ perte provenant des autres éléments ordinaires</b>	<b>PR8/CH9</b>	224 491	(5 890 359)
Impôts sur les bénéfices		(6 290 665)	(4 794 594)
<b>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES</b>		<b>16 441 230</b>	<b>17 039 264</b>
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>16 441 230</b>	<b>17 039 264</b>

**ETAT DES FLUX DE TRESORERIE Période du 01.01 au 31.12.2003**  
(en dinars)

<b>ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
Produits d'exploitation bancaire encaissés	170 561 161	179 400 928
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-77 093 179	-80 018 012
Prêts accordés aux établissements bancaires et financiers	-15 171 352	-5 404 855
Dépôts / retraits de dépôts auprès d'autres établissements financiers	-6 941 979	-5 073 102
Prêts et avances / remboursement prêts et avances auprès de la clientèle	-82 833 538	-93 196 712
Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle	89 404 819	-115 179 773
Titres de placement	511 933	-232 697
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-35 344 475	-18 658 370
Sommes reçues des débiteurs divers	-10 888 194	15 703 440
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	7 649 461	4 983 155
Impôts sur les bénéfiques	-4 794 594	-6 591 920
<b>FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>	<b>35 060 063</b>	<b>-124 267 918</b>

<b>ACTIVITE D'INVESTISSEMENT</b>		
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	361 606	1 235 216
Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement	-9 558 490	-13 725 000
Acquisitions / cessions sur immobilisations	-3 063 309	-579 862
<b>FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-12 260 193</b>	<b>-13 069 646</b>

<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Emission d'emprunts	41 709 942	105 742 994
Augmentation / diminution ressources spéciales	- 9 899 434	5 697 698
Dividendes versés	-9 068 250	-9 128 792
<b>FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>22 742 258</b>	<b>102 311 900</b>
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités	2 431 994	1 974 958
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au		
Cours de la période	47 974 122	-33 050 706
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période	272 661 114	305 711 820
<b>LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE</b>	<b>320 635 236</b>	<b>272 661 114</b>

## 5. Notes aux états financiers (les chiffres sont exprimés en dinars)

### 5.1. Note sur le référentiel d'élaboration des états financiers

Les états financiers relatifs à la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2003 ont été établis conformément aux dispositions des normes comptables tunisiennes et notamment les normes comptables relatives aux établissements bancaires.

Toutefois, les crédits sur ressources spéciales pour lesquels la banque n'encourt aucun risque ont été déduits des ressources spéciales y afférentes au passif. Le surplus des ressources spéciales non encore utilisé est inscrit au poste PA5 - "Autres passifs" au lieu du poste PA 4 - "Emprunts et ressources spéciales".

### 5.2. Note sur les bases de mesure et les principes comptables pertinents appliqués

Les états financiers ont été préparés par référence aux hypothèses de continuité de l'exploitation et de la comptabilité d'engagement ainsi qu'aux conventions comptables de base prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

#### 5.2.1. Règles de prise en compte et d'évaluation des engagements

##### 5.2.1.1. Règles de prise en compte des engagements

Les engagements de la banque sont constatés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloques de fonds pour leur valeur nominale, intérêts précomptés compris pour les crédits à court terme.

Les engagements irrécouvrables ayant fait l'objet d'un jugement suivi par un P.V de carence ainsi que les engagements ayant fait l'objet d'abondan sont passés en perte.

BH –(suite)-

### 5.2.1.2. Règles d'évaluation des engagements et de détermination des provisions sur les engagements douteux

#### A. Promoteurs immobiliers

##### 1. Critères de classification

La classification des promoteurs immobiliers est faite conformément aux dispositions de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991, en se basant notamment sur le critère de l'antériorité d'impayés pour déterminer la classe du promoteur et par application de la règle de la contagion.

Toutefois, compte tenu des spécificités du secteur et des professionnels de l'immobilier, des adaptations ont été effectuées sur l'application des critères prévus par la circulaire précitée et ce aux niveaux suivants:

##### 1.1. Règle de classification par projet

**La méthode de classification retenue est la méthode de classification projet par projet et ce pour la détermination des classes respectives et le calcul des provisions.**

Le promoteur en tant que relation globale est ensuite classé par référence à la classe la plus élevée parmi les classes de ses différents projets, mais sans que la règle de la contagion s'applique pour le calcul de la provision totale sur le promoteur et qui demeure calculée en fonction de la classe et des garanties retenues pour chaque projet.

Toutefois, la règle de la contagion pour le calcul de la provision pour l'ensemble des projets pour un promoteur immobilier devient applicable lorsque celui-ci fait l'objet de procédures judiciaires collectives telles qu'une faillite, un concordat préventif, une procédure amiable ou une liquidation.

##### 1.2. Critères de classification des projets

Pour l'application de la méthode de classification par projet un certain nombre de critères, déjà prévus par la circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991, ont été retenus tout en opérant des adaptations ayant trait au secteur de la promotion immobilière.

Ces critères se basent pour classer un projet comme douteux sur les principes suivants :

- Le non-respect du déroulement initialement prévu du projet ;
- Un déséquilibre du bilan financier du projet actualisé au 31 décembre sur la base de la situation de commercialisation dressée par le département des règlements et apurements ;
- Une valeur d'expertise démontrant la non-conformité des travaux ou de leur avancement ;
- Une situation financière globale du promoteur en détérioration telle qu'elle découle des états financiers ;
- L'antériorité des impayés.

**Les délais relatifs à l'antériorité des impayés utilisés comme référence pour la détermination automatique des classes se présentent comme suit :**

- **Classe "0"** : un projet demeure classé en classe "0" lorsque le délai qui sépare la date d'échéance du contrat du crédit de préfinancement de la date d'arrêt des états financiers ne dépasse pas les 180 jours (soit 6 mois) sans que la liquidation définitive du projet n'intervienne. Ce délai correspond au délai d'achèvement de la commercialisation que la banque accorde au promoteur. Ce délai est décompté à partir de la date d'échéance du contrat du prêt hypothécaire compte non tenu des avenants.
- **Classe "1"** : un projet est classé en classe "1" lorsque le délai de non règlement du crédit de préfinancement excède, à la date d'arrêt des états financiers, les 180 jours mais sans dépasser les 270 jours ( entre 6 et 9 mois). Ce délai est décompté à partir de la date d'échéance du contrat du prêt hypothécaire compte non tenu des avenants.
- **Classe "2"** : un projet est classé en classe "2" lorsque le délai de non règlement du crédit de préfinancement excède, à la date d'arrêt des états financiers, les 270 jours mais sans dépasser les 450 jours ( entre 9 et 15 mois). Ce délai est décompté à partir de la date d'échéance du contrat du prêt hypothécaire compte non tenu des avenants.
- **Classe "3"** : un projet est classé en classe "3" lorsque le délai de non règlement du crédit de préfinancement excède, à la date d'arrêt des états financiers, les 450 jours mais sans dépasser les 720 jours ( entre 15 et 24 mois). Ce délai est décompté à partir de la date d'échéance du contrat du prêt hypothécaire compte non tenu des avenants.
- **Classe "4"** : un projet est classé en classe "4" lorsque le délai de non règlement du crédit de préfinancement excède, à la date d'arrêt des états financiers, les 720 jours ( au-delà de 2 ans). Ce délai est décompté à partir de la date d'échéance du contrat du prêt hypothécaire compte non tenu des avenants.
- **Classe "5"** : un projet ou un promoteur est classé en classe "5" lorsqu'il est en contentieux et ce quelle que soit l'antériorité de l'impayé.

##### 1.3. Détermination des garanties à retenir

**La détermination des garanties à retenir pour le calcul des provisions requises par projet tient compte des critères suivants :**

- Etant donné que les biens vendus dans un projet immobilier présentent une forte probabilité pour être soustraits au contrôle de la banque pour faire jouer sa garantie, la valeur de ceux-ci est déduite des garanties à retenir pour la détermination des provisions sur les projets. De ce fait, la garantie retenue pour la détermination des provisions sur les projets est le chiffre d'affaires restant à réaliser dans le projet tel que suivi par le département des règlements et apurements.
- Lorsqu'un engagement écrit et signé par le promoteur existe pour affecter les produits de liquidation d'un projet sur un ou plusieurs autres projets, les garanties servent à couvrir l'ensemble des projets du promoteur couverts par cet accord.
- La garantie retenue pour la détermination des provisions, telle qu'elle a été décrite ci-dessus, ne doit pas dépasser la valeur de la garantie inscrite dans le contrat de prêt hypothécaire.

BH –(suite)-

## B. Relations commerciales

### 1. Critères de classification

La classification des relations commerciales est faite conformément aux dispositions de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991, en se basant notamment sur le critère de l'antériorité d'impayés pour déterminer la classe de la relation et par application de la règle de la contagion. Les autres critères retenus pour la classification se présentent comme suit :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité ;
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information ;
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés ;
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement ;
- la détérioration des cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais ;

La banque procède à cet effet à une classification automatique sur la base de l'antériorité des impayés. Cette classification fait ensuite l'objet d'une appréciation sur la base des autres critères qualitatifs.

**Les délais relatifs à l'antériorité des impayés utilisés comme référence pour la détermination automatique des classes se présentent comme suit :**

- **Classe "0" ou Actifs courants** : sont considérés comme actifs courants, les actifs dont la réalisation ou le recouvrement intégral dans les délais paraît assuré et qui sont détenus sur des entreprises dont:
  - la situation financière est équilibrée et confirmée par des documents comptables certifiés datant de moins de 18 mois et des situations provisoires datant de moins de 3 mois;
  - la gestion et les perspectives d'activité sont jugées satisfaisantes sur la base des rapports de visites ;
  - la forme et le volume des concours dont elles bénéficient sont compatibles tant avec les besoins de leur activité principale qu'avec leur capacité réelle de remboursement.
- **Classe "1" ou Actifs nécessitant un suivi particulier** : font partie de la classe 1, tous les actifs dont la réalisation ou le recouvrement intégral dans les délais est encore assuré et qui sont détenus sur des entreprises qui présentent l'une au moins des caractéristiques suivantes :
  - le secteur d'activité connaît des difficultés ;
  - la situation financière se dégrade.
- **Classe "2" ou Actifs incertains** : font partie de la classe 2, tous les actifs dont la réalisation ou le recouvrement intégral dans les délais est incertain et qui sont détenus sur des entreprises qui connaissent des difficultés financières ou autres pouvant mettre en cause leur viabilité et nécessitant la mise en oeuvre de mesures de redressement. Ces actifs se caractérisent notamment par l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal supérieurs à 90 jours sans excéder 180 jours.
- **Classe "3" ou Actifs préoccupants** : font partie de la classe 3 tous les actifs dont la réalisation ou le recouvrement est menacé et qui sont détenus sur des entreprises dont la situation suggère un degré de pertes éventuelles appelant une action vigoureuse de la part de la banque pour les limiter au minimum. Ces actifs sont généralement détenus sur des entreprises qui présentent avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2. Les retards de paiements des intérêts ou du principal sont généralement supérieurs à 180 jours sans excéder 360 jours.
- **Classe "4" ou Actifs compromis** : font partie de la classe 4 :
  - les créances pour lesquelles les retards de paiements des intérêts ou du principal sont supérieurs à 360 jours,
  - les actifs restés en suspens au-delà de 360 jours
  - les autres actifs qui doivent être passés par pertes. La banque est tenue néanmoins d'épuiser toutes les procédures de droit tendant à la réalisation de ces actifs.
- **Classe "5"** : un projet ou un promoteur est classé en classe "5" lorsqu'il est en contentieux et ce quelle que soit l'antériorité de l'impayé.

Les clients ayant fait l'objet d'une consolidation, d'un arrangement ou d'un rééchelonnement sont maintenus dans leur classe antérieure à cette opération et ne sont reclassés que dans le cas du respect du nouvel échéancier de remboursement.

Ces critères ont fait l'objet d'adaptations pour les clients en démarrage.

### 2. Détermination des garanties à retenir

#### 2.1. Projets hôteliers

L'évaluation des garanties pour les projets hôteliers tient compte des normes d'évaluation du secteur et notamment des normes retenues par l'ONTT. Ces normes prévoient des coûts par catégorie et par lit comme suit :

Catégorie de l'hôtel	Estimation du coût par lit (en DT)
3 étoiles	30 000
4 étoiles	40 000
4 étoiles de luxe	45 000
5 étoiles	48 000

La valeur brute d'un hôtel est alors égale au coût par lit multiplié par le nombre de lits. Pour déterminer la valeur actualisée d'un hôtel, une décote annuelle de 4% est appliquée à sa valeur à neuf, et ce à partir de l'année d'entrée en exploitation avec un maximum de 12 ans, soit une décote maximale de 48%.

BH –(suite)-

La valeur actualisée à retenir comme garantie pour la couverture des risques sur les projets hôteliers tient également compte de la quote part de la banque pour les projets financés en pool bancaire ou par plusieurs banques.

## 2.2. Autres garanties

La détermination des garanties à retenir pour le calcul des provisions requises pour les garanties autres que les hôtels se base sur la valeur d'expertise et en tenant compte des critères suivants :

- Les garanties retenues sont celles acceptées par la BCT sauf les exceptions prévues ci-après pour les réquisitions d'immatriculation et les nantissements de matériels.
- Les réquisitions d'immatriculation sont retenues pour 50% de leur valeur.
- Les garanties pour les crédits financés en pool bancaire tiennent compte de la quote part de la banque.
- Les garanties sont retenues pour la valeur minimale entre le montant du contrat, l'encours et la valeur d'expertise ajustée de la garantie. La valeur d'expertise ajustée de la garantie correspond à la valeur de la garantie telle qu'elle découle du rapport d'évaluation sur laquelle un battement est opéré pour tenir compte de la vétusté depuis la date de l'évaluation de la garantie. Les taux d'abattement par année se présentent comme suit par nature de bien :
  - Terrain : aucun abattement n'est opéré.
  - Villa : 2%.
  - Local commercial et appartements : 5%.
  - Matériel : 10%
- Le matériel spécifique fait l'objet d'un abattement de 25% de sa valeur pour tenir compte des possibilités de réalisation qui sont nettement moindre que pour les autres catégories de matériel non spécifiques.

Pour les garanties obtenues par la banque en pool bancaire ou par plusieurs banques il a été tenu compte de la part de la banque déterminée, compte tenu des informations disponibles à la date de l'évaluation, selon l'une des méthodes suivantes :

- Selon la valeur nominale :  $\frac{\text{Crédits accordés par la BH}}{\text{Crédits accordés par le pool}}$
- Selon la valeur globale :  $\frac{\text{Engagements de la BH}}{\text{Engagements du système bancaire}}$
- Selon la valeur globale des engagements à L&MT :  $\frac{\text{Engts M\&LT + Impayés de la BH}}{\text{Engts M\&LT + Impayés du système bancaire}}$
- Selon la valeur globale nette : valeur de la garantie – Engagements des autres banques

## C. Crédits habitats acquéreurs

La classification des crédits habitats acquéreurs obéit aux critères de classification prévus par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991. Cependant, les créances ne sont classées que lorsque le volume des impayés excède 5% de l'encours de chaque client.

Ces crédits font l'objet de contrats hypothécaires sur les logements acquis.

## D. Détermination des provisions

Les provisions sur les relations classées, qu'elles soient des relations commerciales ou de promotion immobilière, sont déterminées sur la base des taux minima par classe tels que prévu par la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991. ces taux se présentent comme suit :

- au moins égales à 20% pour les actifs de la classe 2,
- au moins égales à 50% pour les actifs de la classe 3 et
- égales à 100% pour les actifs de la classe 4.

### 5.2.2. Règles de prise en compte des intérêts et commissions sur les engagements

Les intérêts sur les engagements sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont courus et sont rattachés à la période adéquate par abonnement.

A chaque date d'arrêté comptable, les intérêts courus et non échus sont inscrits dans les comptes de créances rattachées correspondants par la contrepartie d'un compte de résultat.

Les intérêts perçus d'avance sont portés dans les comptes de régularisation appropriés et font l'objet d'abonnement aux périodes adéquates.

Les intérêts afférents aux crédits consentis par la banque et demeurant impayés pendant une période supérieure à 90 jours sont systématiquement réservés qu'ils se rapportent ou non à des créances classées. Les intérêts sur les comptes courants gelés, par application de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire n° 99-04 du 19 mars 1999, sont également réservés.

Les intérêts réservés ne sont constatés en résultat qu'au moment de leur encaissement effectif. Les intérêts sur les créances consolidées ne sont constatés en résultat que lorsqu'ils sont effectivement encaissés.

La comptabilisation des commissions ayant le caractère d'intérêts obéit aux mêmes règles que celles applicables à la constatation des intérêts et les autres commissions sont constatées au fur et à mesure de leur réalisation.

BH -(suite)-

**5.2.3. Règles de classification et d'évaluation des titres**

La banque classe ses titres en 4 catégories.

Les titres de transaction qui se distinguent par les deux critères suivants :

- leur courte durée de détention qui doit être limitée à trois mois.
- la liquidité de leur marché

Ces titres incluent notamment les bons du trésor.

Les titres de placement qui sont les titres acquis avec l'intention de les détenir à court terme durant une période supérieure à trois mois, à l'exception des titres à revenu fixe que l'établissement a l'intention de conserver jusqu'à l'échéance et qui satisfont à la définition de titres d'investissement.

Les titres d'investissement qui sont les titres pour lesquels la banque a l'intention ferme de les détenir, en principe, jusqu'à leur échéance et doit pouvoir disposer de moyens suffisants pour concrétiser cette intention. Ces titres incluent les fonds constitués en exonération d'impôt et confiés aux SICAR pour gestion en vertu d'une convention de gestion.

Les titres de participation qui englobent les actions dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Les titres cotés sont réévalués par référence au cours boursier et les titres non cotés par référence à leurs valeurs mathématiques.

A l'exception des titres de transaction pour lesquels les plus ou moins-values sont directement constatées en résultat, seules les moins-values sur les autres catégories de titres font l'objet de provisions.

**5.2.4. Règles de conversion des opérations en monnaies étrangères, de réévaluation et de constatation du résultat de change**

Les opérations en monnaies étrangères sont converties à la date d'arrêté comptable au cours moyen de clôture publié par la Banque Centrale de Tunisie pour chaque devise. Les différences de change dégagées par rapport aux cours conventionnels ayant servis à la constatation de ces opérations sont constatées dans des comptes d'ajustement devises au bilan.

Le résultat de change de la banque est constitué du résultat sur les opérations de marché (change au comptant et à terme) dégagé sur la réévaluation quotidienne des positions de change par application du cours de change de fin de journée.

**5.3. Notes explicatives sur les postes des états financiers (les chiffres sont exprimés en dinars)****5.3.1. Notes sur les postes d'actifs**

<b>AC1 - CAISSE ET AVOIRS AUPRES DE LA BCT, CCP ET TRESORERIE GENERALE DE TUNISIE</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>CAISSE</b>	<b>9 131 287,613</b>	<b>7 691 347,088</b>
<b>BANQUE CENTRALE DE TUNISIE ET A L'ETRANGER</b>	<b>8 018 691,374</b>	<b>10 388 869,227</b>
COMPTES ORDINAIRES DINARS ET DEVICES	7 636 553,965	10 080 379,590
EN DINARS	5 299 683,010	4 427 272,956
EN DEVICES	2 336 870,955	5 653 106,634
CREANCES RATTACHEES	382 137,409	308 489,637
<b>COMPTE DE CHEQUES POSTAUX " TUNISIE A L'ETRANGER "</b>	<b>178 223,210</b>	<b>216 025,115</b>
COMPTES ORDINAIRES	178 223,210	216 025,115
<b>T O T A L</b>	<b>17 328 202,197</b>	<b>18 296 241,430</b>
<b>AC2 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>AC2.A - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES</b>	<b>201 276 423,849</b>	<b>153 714 244,465</b>
<b>BCT</b>	<b>49 166 712,375</b>	<b>10 140 476,345</b>
COMPTES DE PRETS	49 164 184,973	10 140 016,798
CREANCES RATTACHEES	2 527,402	459,547
<b>COMPTES ORDINAIRES BANQUES</b>	<b>0,051</b>	<b>0,061</b>
<b>PRETS INTERBANCAIRES</b>	<b>152 109 711,423</b>	<b>143 573 768,059</b>
PRETS NON MATERIALISES PAR DES TITRES DU MARCHE	151 974 267,070	143 334 203,709
EN DINARS	87 000 000,000	93 000 000,000
EN DEVICES	64 974 267,070	50 334 203,709
CREANCES RATTACHEES	135 444,353	239 564,350
<b>AC2.B - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	<b>22 623 421,358</b>	<b>4 211 765,844</b>
<b>T O T A L</b>	<b>223 899 845,207</b>	<b>157 926 010,309</b>

BH -(suite)-

<b>AC3 - CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>AC3.A - COMPTES DEBITEURS</b>	<b>58 631 751,001</b>	<b>51 369 813,237</b>
COMPTES ORDINAIRES	69 893 583,905	56 899 413,342
CREANCES RATTACHEES	4 379 679,011	4 308 088,208
INTERETS ET AUTRES PRODUITS RESERVES	-3 198 511,915	-2 379 688,313
CREANCES CLASSEES	-12 443 000,000	-7 458 000,000
<b>AC3.B - AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE</b>	<b>1 787 711 212,842</b>	<b>1 741 511 658,460</b>
<b>CREDITS COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS</b>	<b>139 632 551,389</b>	<b>121 055 768,553</b>
ENCOURS EN PORTEFEUILLE	251 576 643,327	177 486 436,619
ECHEANCES A RECOUVRER SUR CREDITS COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS	37 177 104,645	18 605 565,239
CREANCES RATTACHEES	2 442 705,948	1 510 295,401
INTERETS CONSTATES D'AVANCE	-512 688,671	-358 948,075
INTERETS ET AUTRES PRODUITS RESERVES	-20 309 213,860	-14 184 580,631
CREANCES CLASSEES	-130 742 000,000	-62 003 000,000
<b>CREDITS IMMOBILIERS</b>	<b>1 164 126 699,296</b>	<b>1 219 836 368,872</b>
<b>CREDITS IMMOBILIERS PROMOTEURS</b>		
CREDITS IMMOBILIERS PROMOTEURS	249 897 000,517	297 607 084,248
INTERETS ET AUTRES PRODUITS RESERVES	-10 972 121,659	-7 163 064,949
CREANCES CLASSEES	-116 162 000,000	-110 239 000,000
	<b>122 762 878,858</b>	<b>180 205 019,299</b>
<b>CREDITS IMMOBILIERS ACQUEREURS</b>		
<b>CREDITS IMMOBILIERS ACQUEREURS</b>	<b>1 149 931 316,411</b>	<b>1 129 308 865,265</b>
RESSOURCES CONTRACTUELLES	343 880 054,770	317 781 843,562
RESSOURCES PROPRES	786 295 753,821	803 048 357,254
RESSOURCES EXTERIEURS	16 600 678,655	5 302 860,754
ARRANGEMENT, REECHELONNEMENT ET CONSOLIDATION	3 154 829,165	3 175 803,695
INTERETS ET AUTRES PRODUITS RESERVES	-16 592 749,558	-13 931 651,124
CREANCES RATTACHEES	592 803,049	2 480 891,572
CREANCES CLASSEES	-129 664 000,000	-110 538 000,000
ECHEANCES A RECOUVRER SUR CREDITS IMMOBILIERS	37 675 595,315	32 881 173,406
INTERETS CONSTATES D'AVANCE	-579 144,779	-569 929,546
	<b>1 041 363 820,438</b>	<b>1 039 631 349,573</b>
<b>CREDITS AGRICOLES</b>	<b>792 112,174</b>	<b>1 354 955,499</b>
CREDITS AGRICOLES	785 490,717	1 368 062,347
CREANCES RATTACHEES	10 822,923	13 386,482
INTERETS CONSTATES D'AVANCE	-4 201,466	-26 493,330
<b>AUTRES CREDITS</b>	<b>96 835 902,787</b>	<b>118 220 320,848</b>
FACILITE DE CAISSE ( DECVT MOB & CDT DIRECT )	84 609 641,890	96 863 457,339
AVANCES SUR COMPTES A TERME ET BONS DE CAISSE	11 814 864,900	20 953 440,916
CREANCES RATTACHEES	507 607,836	538 134,022
INTERETS CONSTATES D'AVANCE	-96 211,839	-134 711,429
<b>CREANCES DOUTEUSES OU LITIGIEUSES</b>	<b>469 353 921,794</b>	<b>349 135 127,010</b>
CRE.LITIGIEUSES/PROMOTEURS IMMOBILIERS	16 696 023,979	18 743 730,143
CRE.LITIGIEUSES/CDT COMMERCIAL & INDUSTRIEL	47 766 815,324	23 996 361,702
AUTRES CREANCES CDT LITIGIEUSES	6 812 578,642	6 944 016,458
CREANCES LITIGIEUSES CDT/PERSONNEL	404 958,358	315 108,020
CREANCES SUR COMPTES COURANTS DEBITEURS	8 662 545,491	8 897 910,687
CREANCES CLASSEES	389 011 000,000	290 238 000,000
<b>PROVISIONS SUR CREDITS A LA CLIENTELE</b>	<b>-83 029 974,598</b>	<b>-68 090 882,322</b>
<b>AC3.C - CREDIT SUR RESSOURCES SPECIALES</b>	<b>368 867 444,874</b>	<b>341 627 595,830</b>
<b>PROJETS SPECIAUX</b>	<b>40 186 078,387</b>	<b>38 083 685,984</b>
3 EME P.D.U	8 078 945,847	7 743 278,657
PRLSI INONDATION	2 109 578,250	2 113 774,802
HG 00 4 B	16 916 171,923	15 613 826,668

BH -(suite)-

4EME P.D.U	8 167 675,567	7 789 099,087
EL HAFSIA	1 008 192,271	964 889,090
FNAH	2 440 196,993	2 267 023,993
FONAPRA	1 054 470,411	1 117 269,479
FOPRODI	410 847,125	474 524,208
<b>FOPROLOS</b>	<b>328 681 366,487</b>	<b>303 543 909,846</b>

<b>T O T A L (AC3A) + (AC3B) + (AC3C)</b>	<b>2 215 210 408,717</b>	<b>2 134 509 067,527</b>
-------------------------------------------	--------------------------	--------------------------

<b>AC4 - PORTEFEUILLE TITRE COMMERCIAL</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
--------------------------------------------	-------------------	-------------------

<b>AC4.A - TITRES DE TRANSACTIONS</b>	<b>163 777 131,999</b>	<b>154 873 968,843</b>
---------------------------------------	------------------------	------------------------

<b>BONS DE TRESOR</b>	<b>13 777 000,000</b>	<b>11 569 000,000</b>
-----------------------	-----------------------	-----------------------

B C T	40 000 000,000	51 300 000,000
-------	----------------	----------------

PUBLIC	-26 223 000,000	-39 731 000,000
--------	-----------------	-----------------

<b>BONS DE TRESOR ASSIMILABLES</b>	<b>140 969 537,482</b>	<b>134 551 188,280</b>
------------------------------------	------------------------	------------------------

<b>EMPRUNTS NATIONAUX "PRET SNCFT"</b>	<b>2 337 421,856</b>	<b>2 204 341,703</b>
----------------------------------------	----------------------	----------------------

<b>CREANCES ET DETTES RATTACHEES</b>	<b>7 117 517,909</b>	<b>7 035 853,589</b>
--------------------------------------	----------------------	----------------------

<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>-424 345,248</b>	<b>-486 414,729</b>
------------------------------------	---------------------	---------------------

<b>AC4.B - TITRES DE PLACEMENT</b>	<b>1 694 512,750</b>	<b>1 182 580,114</b>
------------------------------------	----------------------	----------------------

<b>SICAV BH PLACEMENT</b>	<b>1 694 512,750</b>	<b>1 182 580,114</b>
---------------------------	----------------------	----------------------

<b>T O T A L</b>	<b>165 471 644,749</b>	<b>156 056 548,957</b>
------------------	------------------------	------------------------

<b>AC5 - PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
--------------------------------------------	-------------------	-------------------

<b>AC5.A - TITRES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>55 004 030,404</b>	<b>50 229 715,000</b>
----------------------------------------	-----------------------	-----------------------

S.I.M SICAR	57 182 000,000	50 682 000,000
-------------	----------------	----------------

PROVISIONS	-2 177 969,596	-452 285,000
------------	----------------	--------------

<b>AC5.B - TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>28 455 880,388</b>	<b>27 482 229,762</b>
----------------------------------------	-----------------------	-----------------------

<b>TITRES DE PARTICIPATIONS</b>	<b>32 642 827,779</b>	<b>29 584 338,060</b>
---------------------------------	-----------------------	-----------------------

<b>PARTICIPATIONS EXONEREES</b>	<b>20 895 208,919</b>	<b>21 098 400,000</b>
---------------------------------	-----------------------	-----------------------

<b>FILIALES</b>	<b>15 003 308,919</b>	<b>14 942 000,000</b>
-----------------	-----------------------	-----------------------

S I C A F EPARGNE INVESTISSEMENT 1994	7 446 059,423	7 442 000,000
---------------------------------------	---------------	---------------

STE D'INVESTISSEMENT MODERNE	7 496 749,496	6 000 000,000
------------------------------	---------------	---------------

BH PROMOTION 1995 ( SOPIVEL )	60 500,000	1 500 000,000
-------------------------------	------------	---------------

<b>AUTRES</b>	<b>5 891 900,000</b>	<b>6 156 400,000</b>
---------------	----------------------	----------------------

STE DE DEVELOP. & D'EXPLOIT. ZONE FRANCHE ZARZIS 1993	435 000,000	435 000,000
-------------------------------------------------------	-------------	-------------

TUNISIE AUTOROUTE 1992	750 000,000	750 000,000
------------------------	-------------	-------------

MONETIQUE TUNISIE 1991	164 000,000	164 000,000
------------------------	-------------	-------------

B.E.A.T.L 1990	47 400,000	47 400,000
----------------	------------	------------

SODINO 1992	437 500,000	350 000,000
-------------	-------------	-------------

MONTAZAH SOUKRA 1992	600 000,000	600 000,000
----------------------	-------------	-------------

S.P.P.I 1989	250 000,000	250 000,000
--------------	-------------	-------------

S.E.P.T.S 1990	145 000,000	145 000,000
----------------	-------------	-------------

SODEK	100 000,000	100 000,000
-------	-------------	-------------

GRANADA HOTEL	2 000 000,000	2 000 000,000
---------------	---------------	---------------

BH TECHNOLOGIE	3 000,000	75 000,000
----------------	-----------	------------

S I B T E L	140 000,000	140 000,000
-------------	-------------	-------------

S T I M E L	320 000,000	600 000,000
-------------	-------------	-------------

TITF.S I C A R	500 000,000	500 000,000
----------------	-------------	-------------

<b>PARTICIPATIONS NON EXONEREES</b>	<b>11 747 618,860</b>	<b>8 485 938,060</b>
-------------------------------------	-----------------------	----------------------

<b>FILIALES</b>	<b>6 748 638,000</b>	<b>3 789 860,000</b>
-----------------	----------------------	----------------------

SICAV BH OBLIGATAIRE 1997	150 000,000	150 000,000
---------------------------	-------------	-------------

ASSURANCES SALIM 1995	3 520 000,000	640 000,000
-----------------------	---------------	-------------

S.I.F.I.B BH 1995	900 000,000	900 000,000
-------------------	-------------	-------------

BH -(suite)-

STE MODERNE LEASING	2 178 638,000	2 099 860,000
<b>AUTRES</b>	<b>4 998 980,860</b>	<b>4 696 078,060</b>
SNIT NORD 1978	10,000	10,000
SNIT CENTRE 1978	10,000	10,000
SNIT SUD 1978	10,000	10,000
STICODEVAM 1993	13 460,860	10 558,060
FOIRE INTERNATIONALE DE GABES 1995	102 700,000	102 700,000
AGENCE TUNIS D'INTERNET	50 000,000	50 000,000
MAISON DU BANQUIER 1983	37 500,000	37 500,000
INTER BANK SERVICE	400 000,000	300 000,000
SHETER AFRIQUE 1998	394 690,000	394 690,000
EPARGNE PARTENARIAT INVEST.	700 600,000	700 600,000
SOCIETE GENERALE RECOUVREMENT	3 000 000,000	3 000 000,000
TIT.PARTICIP.LIB.S.M.TITRISATI.	100 000,000	100 000,000
TIT.PARTICIP.LIB.S.TUNISIENNE DE GARANTIE	200 000,000	
<b>CREANCES RATTACHEES</b>	<b>415 263,910</b>	<b>547 416,722</b>
<b>PROVISION POUR DEPRECIATION DES PARTICIPATIONS</b>	<b>-4 602 211,301</b>	<b>-2 649 525,020</b>
<b>T O T A L</b>	<b>83 459 910,792</b>	<b>77 711 944,762</b>
<b>AC6 - VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>AC6.A - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 768 235,855</b>	<b>1 778 717,046</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 290 159,499</b>	<b>4 951 362,939</b>
LOGICIELS INFORMATIQUES	2 588 659,499	2 249 862,939
FONDS DE COMMERCE	2 701 500,000	2 701 500,000
<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>-3 521 923,644</b>	<b>-3 172 645,893</b>
FONDS DE COMMERCE	-1 301 047,808	-1 165 972,808
LOGICIELS INFORMATIQUES	-2 220 875,836	-2 006 673,085
<b>AC6.B - IMMOBILISATION CORPORELLES</b>	<b>26 585 061,316</b>	<b>26 394 820,981</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS</b>	<b>10 988 518,608</b>	<b>9 716 557,151</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION</b>	<b>42 381 006,422</b>	<b>40 833 455,314</b>
IMMEUBLES	8 551 550,660	8 186 550,660
MATERIEL DE TRANSPORT	1 555 179,826	1 670 590,955
MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	16 708 284,553	15 881 894,761
AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS ET INSTALLATIONS	12 419 735,191	11 998 562,746
TERRAINS	3 146 256,192	3 095 856,192
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION</b>	<b>1 669 564,331</b>	<b>1 764 564,331</b>
TERRAINS	770 564,331	865 564,331
IMMEUBLES	899 000,000	899 000,000
<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>-28 454 028,045</b>	<b>-25 919 755,815</b>
IMMEUBLES	-5 233 393,590	-4 763 066,057
MATERIEL DE TRANSPORT	-1 211 251,273	-1 216 866,602
MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	-12 187 641,574	-10 847 327,507
AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS ET INSTALLATIONS	-9 821 741,608	-9 092 495,649
<b>T O T A L</b>	<b>28 353 297,171</b>	<b>28 173 538,027</b>
<b>AC7 - AUTRES ACTIFS</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>AC7.A - COMPTES D'ATTENTE ET DE REGULARISATION</b>	<b>72 981 570,468</b>	<b>49 198 361,089</b>
<b>SIEGE ET SUCCURSALES</b>	<b>1 295 989,060</b>	<b>1 172 918,375</b>
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>821 129,807</b>	<b>780 334,869</b>
<b>PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>3 999 217,364</b>	<b>5 802 819,880</b>
<b>COMPTE D'ATTENTE A REGULARISER</b>	<b>1 468 276,844</b>	<b>1 842 600,753</b>
<b>PROVISIONS</b>	<b>-154 781,358</b>	<b>-32 594,214</b>
<b>AUTRES COMPTES D'ATTENTE ET DE REGULARISATION</b>	<b>65 551 738,751</b>	<b>39 632 281,426</b>

BH -(suite)-

<b>AC7.B - AUTRES</b>	<b>55 698 593,522</b>	<b>62 853 807,307</b>
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	<b>33 417 136,561</b>	<b>37 837 476,488</b>
<b>COMPTES DE STOCKS</b>	<b>977 125,225</b>	<b>783 888,246</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'ACTIF</b>	<b>21 304 331,736</b>	<b>24 232 442,573</b>
<b>T O T A L</b>	<b>128 680 163,990</b>	<b>112 052 168,396</b>

## 5.2.2. Notes sur les postes de capitaux propres

## CP7 : Tableau de variation des capitaux propres

LIBELLES	CAPITAL	PRIME	RESERVES	RESERVES	RESERVES	RESERVE	RESERVE	ACTIONS	REPORT	RESULTAT	RESULTAT	TOTAL
	SOCIAL	D'EMISSION	LEGALES	EXTRA	F.SOCIAL	DE REVEL. IMM.	A CARACT. SPE.	PROPRES		REPORTE	31.12.2003	
Solde au 31.12.2002	75 000 000	21 720 837	7 500 000	53 866 853	16 510 004	414 048	0	0	463 003	0	0	192 514 009
Affectations approuvées par l'A.G.O.de 2002	0	0	0	7 280 000	850 000	0			-25 484	0		8 104 516
Dividendes et tantièmes versés sur le Bce.2002										9 000 000		9 000 000
Autres				-8 600 000	475 708							-8 124 292
Résultat de la période											16 441 230	16 441 230
Solde au 31.12.2003	75 000 000	21 720 837	7 500 000	52 546 853	17 835 712	414 048	0	0	437 519	0	16 441 230	191 896 200

\* Selon décision de l'AGO 2001

\* Les Intérêts sur crédits FAS accordés au personnel

## 5.3.3. Notes sur les postes de passifs

PA2 - DEPOTS ET AVOIRS DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERES	31-12-2003	31-12-2002
<b>PA2.A - DEPOTS ET AVOIRS DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES</b>	<b>94 410 087,622</b>	<b>90 396 287,148</b>
COMPTES ORDINAIRES BANQUES	0,261	0,208
EMPRUNTS	93 149 940,431	88 623 659,933
EN DINARS	40 500 000,000	64 100 000,000
EN DEVICES	52 649 940,431	24 523 659,933
DETTES RATTACHEES	1 260 146,930	1 772 627,007
<b>PA2.B - DEPOTS ET AVOIRS DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	<b>798 020,263</b>	<b>1 618 124,889</b>
DEPOTS A VUE	798 020,263	1 618 124,889
<b>T O T A L</b>	<b>95 208 107,885</b>	<b>92 014 412,037</b>
<b>PA3 - DEPOTS ET AVOIRS DE LA CLIENTELE</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>PA3.A - A VUE</b>	<b>301 623 602,201</b>	<b>275 919 006,297</b>
EN DINARS ( NET DES CPTES FUSIONNES)	273 673 730,000	249 850 408,396
EN DINARS CONVERTIBLES	10 578 394,620	11 468 651,227
EN DEVICES	16 715 749,365	14 122 719,567
DETTES RATTACHEES	655 728,216	477 227,107
<b>PA3.B - COMPTES D'EPARGNE</b>	<b>883 325 817,997</b>	<b>817 202 450,899</b>
COMPTES SPECIAUX D'EPARGNE	188 019 984,808	170 777 342,430
COMPTES D'EPARGNE LOGEMENT	556 793 327,173	560 144 383,756
COMPTES D'EPARGNE LOGEMENT EL JADID	136 673 322,510	85 062 611,118
COMPTES D'EPARGNE ETUDES	1 839 183,506	1 218 113,595
<b>PA3.C - COMPTES A TERME ET BONS A ECHEANCE</b>	<b>461 493 584,400</b>	<b>453 878 884,676</b>
COMPTES A ECHEANCE	369 314 319,720	333 266 807,107
COMPTES A TERME	353 425 783,000	321 732 095,000
PLACEMENTS EN DEVICES	15 888 536,720	11 534 712,107
<b>BONS A ECHEANCE ET VALEURS ASSIMILEES</b>	<b>77 148 850,000</b>	<b>113 702 651,000</b>

BH -(suite)-

BONS DE CAISSE	31 148 850,000	26 702 651,000
CERTIFICATS DE DEPOTS	46 000 000,000	87 000 000,000
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>-601 454,899</b>	<b>-894 552,761</b>
<b>DETTES RATTACHEES</b>	<b>15 631 869,579</b>	<b>7 803 979,330</b>
<b>PA3.D – AUTRES DEPOTS ET AVOIRS</b>	<b>23 789 632,969</b>	<b>25 527 987,500</b>
RECOUVREMENT NON IDENTIFIE A REGULARISER	1 292 701,506	787 594,382
PROVISION POUR ACCREDITIF DOCUMENT IMPORT	795 631,396	393 453,752
COMPTE EN ATTENTE D'AFFECTATION	1 015 741,394	1 148 795,304
CHEQUES CERTIFIES	1 808 791,213	3 137 076,033
VIREMENTS EN INSTANCE D'AFFECTATION	413 879,777	367 457,251
PROVISIONS POUR COUVERTURE CHEQUES IMPAYES	2 916 711,258	2 722 696,584
AUTRES SOMMES DUES A LA CLIENTELE	4 496 741,224	4 034 758,398
PROVISIONS SUR ACHATS ET VENTES DE TITRES	31 858,798	33 964,463
COMPTE INDISPONIBLE POUR AUGMENTATION DE CAPITAL	2 119 949,535	4 194 293,544
COMPTE INDISPONIBLE POUR VERTS ACQUEREUR	8 897 626,868	8 707 897,789
<b>T O T A L</b>	<b>1 670 232 637,567</b>	<b>1 572 528 329,372</b>
<b>PA4 – EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>PA4.A – EMPRUNTS MATERIALISES</b>	<b>60 010 298,973</b>	<b>60 000 000,000</b>
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	60 000 000,000	60 000 000,000
DETTES RATTACHEES	10 298,973	0,000
<b>PA4.B – AUTRES FONDS EMPRUNTES</b>	<b>279 164 933,063</b>	<b>236 443 784,596</b>
<b>EMPRUNTS ET DETTES POUR PROPRES COMPTES</b>	<b>267 096 552,360</b>	<b>225 386 609,903</b>
- EMPRUNTS USAID CNEL	797 852,490	929 079,823
- EMPRUNTS 5 EME P.D.U	10 583 197,011	14 818 598,311
- EMPRUNTS HG004C	13 839 027,285	13 839 027,285
- EMPRUNTS A F D	17 935 472,394	16 868 071,484
- EMPRUNTS SYNDIQUE	72 346 900,000	72 346 900,000
- EMPRUNTS C.N.S.S	50 000 000,000	50 000 000,000
- EMPRUNTS SOTACIB	6 200 000,000	5 800 000,000
- EMPRUNTS S T B	23 000 000,000	23 000 000,000
- EMPRUNTS M A E	1 000 000,000	1 000 000,000
- EMPRUNTS B A D	63 517 170,180	18 908 000,000
- EMPRUNTS B E I	7 447 000,000	7 447 000,000
- AUTRES EMPRUNTS	429 933,000	429 933,000
<b>DETTES RATTACHEES</b>	<b>12 335 614,511</b>	<b>11 324 408,501</b>
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>-267 233,808</b>	<b>-267 233,808</b>
<b>PA4.C – RESSOURCES SPECIALES</b>	<b>216 953 221,097</b>	<b>203 798 394,147</b>
<b>PROJETS SPECIAUX</b>	<b>6 039 969,581</b>	<b>5 578 756,234</b>
-FONDS FNAH	3 370 149,558	2 890 149,558
-FONDS FONAPRA	1 879 945,915	1 880 187,615
-FONDS FOPRODI	789 874,108	808 419,061
<b>FOPROLOS</b>	<b>210 913 251,516</b>	<b>198 219 637,913</b>
-FONDS FOPROLOS	205 913 251,516	193 219 637,913
- DOTATION	5 000 000,000	5 000 000,000
<b>T O T A L</b>	<b>556 128 453,133</b>	<b>500 242 178,743</b>
<b>PA 5 – AUTRES PASSIFS</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>PA5.A – PROVISIONS POUR PASSIF ET CHARGES</b>	<b>3 646 399,175</b>	<b>3 682 948,839</b>
PROVISIONS SUR ECARTS SUR COMPTES EP.LOGEMENT	1 405 282,766	1 321 217,116
PROVISIONS SUR DIFFERENCE DE CHANGE SUR CREDIT US-AID	1 479 329,808	2 006 952,765
PROVISIONS POUR DETOURNEMENTS	704 173,061	297 165,418
PROVISIONS SUR RELIQUAT RESILIATION	0,000	0,000
PROVISION SUR DEPRECIATION DE DEBITEURS DIVERS	57 613,540	57 613,540

BH -(suite)-

PA5.B - COMPTES D'ATTENTE ET DE REGULARISATION	79 825 739,059	61 375 225,363
PA5.C - AUTRES	265 465 935,991	262 368 416,000
<b>T O T A L</b>	<b>348 938 074,225</b>	<b>327 426 590,202</b>

La ventilation des poste AC2 et PA2 selon la durée résiduelle, la nature de la relation, le critère d'éligibilité au préfinancement de la BCT et de la matérialisation par des titres se présente comme suit :

LIBELLES	MONTANT		TOTAL	NATURE DE L'ORGANISME	REFINAN. BCT	MATERIALISES PAR DES TITRES
	< 3 mois	> 3 mois				
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS	185 145 815	38 616 058	223 899 845			
B.C.T	49 164 185		49 164 185	Autres	Non	Non
Comptes ordinaires banques			0	Autres	Non	Non
Prêts inter bancaire	135 981 630	15 992 637	151 974 267	Autres	Non	Non
Créances sur les établissements Financiers		22 623 421	22 623 421	Sté leasing	Non	Non
Créances rattachées			137 972			
DEPOTS ET AVOIRS DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS	39 800 750	55 407 358	95 208 108			
BCT	0	0	0	BCT	Non	Non
Comptes ordinaires banques	0	0	0	BANQUE	Non	Non
Emprunts interbancaires	37 742 583	55 407 358	93 149 941	BANQUE	Non	Non
Dettes envers les établissements financiers	798 020	0	798 020	STÉ LEASING	Non	Non
Dettes rattachés	1 260 147	0	1 260 147			

La ventilation des poste AC3, PA3 et PA4 selon la durée résiduelle, la nature de la relation, le critère d'éligibilité au préfinancement de la BCT et de la matérialisation par des titres se présente comme suit :

LIBELLES	0-->3 mois	3 mois--> 1 an	1 an--> 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL	NATURE DE L'ORGANISME	REFINAN. BCT	MATERIA- LI SES PAR DES TITRES
EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES	14 974 697	10 407 888	342 855 309	187 890 559	556 128 453			
EMPRUNTS RESSOURCES SPECIALES	14 974 697	10 407 888	125 902 088	187 890 559	339 175 232	Divers	Non	Non
	0	0	216 953 221	0	216 953 221	Etat	Non	Non
CREDITS A LA CLIENTELE	507 580 563	490 785 433	1 052 143 540	548 713 275	2 215 210 406			
CCB	35 945 793	14 669 444	24 926 392	0	58 631 751	Autres	Non	Non
IMMOBILIER	240 631 635	325 215 342	403 204 844	361 240 208	1 164 126 697	Autres	Non	Non
					0			
CREDITS COMMERCIAUX & INDUSTRIELS	134 767 036	49 624 473	220 558 445	37 810 403	139 632 551	Autres	Non	Non
CREDITS SUR RESSOURCES SPECIALES	11 915 391	35 746 174	171 543 217	149 662 664	368 867 445	Autres	Non	Non
AUTRES CREDITS	84 320 708	65 530 000	231 910 642		483 951 962	Autres	Non	Non
DEPOTS DE LA CLIENTELE	684 095 574	529 733 780	279 915 271	0	1 670 232 638			
DEPOTS A VUE	97 187 728	204 435 874	0	0	301 623 602	Autres	Non	Non
COMPTES D'EPARGNE	498 527 797	61 605 618	146 704 390	0	883 325 818	Autres	Non	Non
COMPTES ET BONS A ECHEANCES	64 590 416	263 692 288	133 210 881	0	461 493 585	Autres	Non	Non
AUTRES	23 789 633	0	0	0	23 789 633	Autres	Non	Non

BH -(suite)-

## 5.3.4. Notes sur les postes de l'état de résultats

CH1 - INTERETS ENCOURUS ET CHARGES ASSIMILEES	31-12-2003	31-12-2002
<b>CHI.A - OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS</b>	<b>3 344 728,627</b>	<b>4 132 930,426</b>
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES SUR COMPTES ORDINAIRES BANQUES	62 482,372	56 252,674
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES SUR COMPTES D'EMPRUNTS INTERBANCAIRES	3 282 246,255	4 076 677,752
CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES LIEES A UNE MODIFICATION COMPTABLE	0,000	0,000
<b>CH1.B - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>63 272 875,080</b>	<b>64 841 177,801</b>
INTERETS SUR COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	2 085 452,563	2 612 596,975
DINARS	1 762 888,625	2 206 241,584
DINARS CONVERTIBLES	322 563,938	406 355,391
INTERETS SUR COMPTES D'EPARGNE DE LA CLIENTELE	34 235 593,202	33 336 238,779
COMPTES SPECIAUX D'EPARGNE	5 620 858,727	6 020 854,493
COMPTES D'EPARGNE LOGEMENT	25 056 625,299	25 414 177,484
COMPTES D'EPARGNE ETUDES	49 700,337	39 035,459
COMPTES D'EPARGNE EL JADID	3 508 408,839	1 862 171,343
INTERETS SUR COMPTE D'ECHEANCE DE LA CLIENTELE	25 906 699,238	27 962 140,834
COMPTES A TERME, BONS DE CAISSE ET PRODUITS FINANCIERS	21 945 569,012	21 541 709,966
CERTIFICATS DE DEPOTS	3 961 130,226	6 420 430,868
CHARGES SUR OPERATIONS DE LA CLIENTELE LIEES A UNE MODIFICATION COMPTABLE	1 045 130,077	930 201,213
<b>CH1.C - EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES</b>	<b>16 965 704,692</b>	<b>16 008 694,672</b>
EMPRUNTS EXTERIEURS	2 186 609,373	3 511 581,321
US-AID	170 771,629	219 249,066
5 éme PDU	1 143 558,351	1 524 744,469
HG 004 C	479 593,505	1 128 578,054
A F D	392 685,888	639 009,732
EMPRUNT SYNDIQUE	3 131 752,502	3 625 082,033
EMPRUNT CNSS	3 367 993,899	4 330 151,807
EMPRUNT (SOTACIB, BONA, NAFZAOUA)	398 253,598	2 783 175,183
EMPRUNT STUSID	1 537 694,445	110 806,508
EMPRUNT OBLIGATAIRES	4 054 988,130	1 080 614,584
EMPRUNT MAE	52 667,567	25 973,048
EMPRUNT B E I	501 183,099	161 182,040
EMPRUNT B A D	1 729 238,764	380 128,148
CHARGE. S/OP D'EMPRUNT LIEES A UNE MODIFIC. COMPT.	5 323,315	0,000
<b>CH1.D - AUTRES INTERETS ET CHARGES</b>	<b>887 104,689</b>	<b>3 838 656,680</b>
INTERET SUR COMPTE ORDINAIRE BANQUE CENTRALE CCP ET TGT	11 570,180	21 809,174
INTERET SUR COMPTE D'EMPRUNT BANQUE CENTRALE	94 815,972	2 781 341,667
DEPORT SUR OPERATIONS DE CHANGE A TERME DE COUVERTURE	11 253,291	44 207,198
AUTRE CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE ASSIMILEES A DES INTERETS	769 465,246	991 298,641
BONIFICATION POUR PERSONNEL BH	169 399,935	194 464,756
INTERETS SERVIS AUX PROMOTEURS SUR LIQIDATION	278 011,892	297 269,971
REMUNERATION DE GESTION POUR PLACT SIM SICAR	322 053,419	499 563,914
<b>T O T A L</b>	<b>84 470 413,088</b>	<b>88 821 459,579</b>
<b>CH2 - COMMISSIONS ENCOURUES</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
COMMISSIONS SUR OPERATIONS DE CHANGE	38 332,673	40 736,785
COMMISSION SUR AUTRES OPERATIONS BANCAIRES	1 392 947,949	1 113 454,159

BH -(suite)-		
COMMISSION BOURSIERE ( SIFIB )	184 055,318	163 657,463
COMMISSION SUR OPERATION MONETIQUE	115 553,107	118 207,406
COMMISSION SUR TRANSPORT DE FOND	5 880,327	2 822,934
COMMISSION SUR AVALS RECUS DES BANQUES	0,000	0,000
COMMISSION S/OP TELECOMPENSATION (SIBTEL)	169 196,868	179 692,214
COMMISSION SUR OPERATION IBS	711 786,401	573 024,674
COMMISSION SUR OPERATION SIC IMPRIMES	22 641,728	18 043,968
COMMISSION DE TENUE DU REGISTRE ACTION BH	57 833,800	58 005,500
COMMISSION S/FONDS COMMUN DE CREANCE "FCC"	126 000,400	0,000
<b>T O T A L</b>	<b>1 431 280,622</b>	<b>1 154 190,944</b>
<b>PR1 - INTERETS ET REVENUS ASSIMILES</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>PR1.A - INTERETS SUR OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS</b>	<b>5 764 969,853</b>	<b>5 805 275,221</b>
INTERETS SUR COMPTE ORDINAIRE BANCAIRE	11 171,760	19 534,486
INTERETS SUR PRETS INTERBANCAIRES	5 753 798,093	5 740 740,735
CHARGES. S/OP BANCAIRE LIEES A UNE MODIFIC. COMPT.	0,000	45 000,000
<b>PR1.B - INTERETS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>133 963 182,440</b>	<b>142 511 224,070</b>
<b>INTERETS SUR CREDITS COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS</b>	<b>13 775 021,303</b>	<b>13 099 440,217</b>
EFFETS DE TRANSACTION SUR LA TUNISIE	1 320 145,598	337 182,817
EFFETS DE MOBILISATION DES CREANCES NEES SUR L'ETRANGER	1 212 175,151	1 063 802,789
CREDITS DE PREFINANCEMENT EXPORT	124 099,897	59 324,065
AVANCES SUR CREANCE ADMINISTRATIVE	46 846,717	1 147 886,490
CREDITS DE FINANCEMENT DE STOCK	345 172,040	322 830,115
AVANCES SUR MARCHANDISE	60 054,579	82 483,247
PREFINANCEMENT MARCHE	942,432	539,382
PRETS M . T. D'INVESTISSEMENT	9 016 529,570	7 154 475,841
ACQUISITION IMMOBILIER COMMERCIALE	221 956,183	191 251,670
PRETS TOURISTIQUES	1 086 542,891	2 436 424,878
ARRANGEMENT, REECHELONNEMENT ET CONSOLIDATION	340 556,245	303 238,923
<b>INTERETS SUR CREDITS IMMOBILIERS PROMOTEURS</b>	<b>14 583 148,345</b>	<b>18 714 388,330</b>
PREFINANCEMENT PUBLIC	2 009 263,956	3 618 637,780
PREFINANCEMENT PRIVE	12 573 884,389	15 095 750,550
<b>CREDITS IMMOBILIERS ACQUEREURS</b>	<b>82 411 235,760</b>	<b>87 235 583,805</b>
<b>RESSOURCES CONTRACTUELLES</b>	<b>24 179 249,273</b>	<b>23 643 758,018</b>
PRETS D'EPARGNE LOGEMENT	13 511 773,915	13 437 541,403
PRETS IMMEDIATS ANCIENS	-46,249	32,845
PRETS ANTICIPES	1 679 063,198	1 539 158,190
PRETS COMPLEMENTAIRES	8 978 180,557	8 667 025,580
PRETS LE JADID	10 277,852	0,000
<b>RESSOURCES PROPRES</b>	<b>57 991 519,145</b>	<b>63 319 889,269</b>
PRETS IMMEDIATS HYPOTHECAIRES.	38 453 489,003	39 910 289,107
PRETS RENOVATION	337 953,605	420 317,907
PRETS EXTENSION	1 268 065,264	1 479 726,340
PRETS ACHAT DE TERRAIN	3 930 949,625	4 490 711,876
PRETS LOGEMENT. ANCIEN	13 078 427,876	14 897 423,662
PRETS SPECIAUX	605 313,992	1 831 717,715
PRETS ACQUISITION DES BIENS DES ETRANGERS	52 558,337	61 789,120
PRETS FNAH	-59,935	908,897
PRETS FAS	160 957,711	212 822,749
PRETS AFD	103 863,667	14 181,896
<b>INTERETS SUR ARRANGEMENT, REECHELONNEMENT ET CONSOLIDATION DES CREDITS IMMOBILIERES</b>	<b>240 467,342</b>	<b>271 936,518</b>

BH -(suite)-

<b>INTERETS SUR CREDITS AGRICOLES</b>	<b>87 294,954</b>	<b>97 708,867</b>
<b>AUTRES CREDITS</b>	<b>8 426 708,799</b>	<b>8 832 558,117</b>
FACILITE DE CAISSE ( DECVT MOB & CDT DIRECT )	7 696 839,033	7 869 875,024
INTERET SUR AVANCE BONS DE CAISSE ET COMPTE A TERME	729 869,766	962 683,093
<b>INTERETS SUR CREANCES IMMOBILISEES DOUTEUSES OU LITIGIEUSES</b>	<b>5 168 411,794</b>	<b>5 054 136,410</b>
<b>INTERET DE RETARD SUR CREDITS</b>	<b>2 553 758,718</b>	<b>2 697 127,752</b>
<b>INTERET SUR COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS</b>	<b>6 666 781,393</b>	<b>6 718 617,414</b>
<b>PDTS S/OP DE LA CLIENTELE LIEES A UNE MODIFIC. COMPT.</b>	<b>290 821,374</b>	<b>61 663,158</b>
<b>PR1.C - AUTRES INTERET ET REVENUS ASSIMILES</b>	<b>4 173 855,707</b>	<b>3 717 483,366</b>
<b>INTERETS SUR COMPTES ORDINAIRE BCT, CCP ET TGT</b>	<b>17,594</b>	<b>1 174,637</b>
<b>INTERET ASSIMILES SUR COMPTES DE PRETS BCT</b>	<b>76 057,728</b>	<b>57 041,494</b>
<b>REPORT SUR OPERATION DE CHANGE A TERME DE COUVERTURE</b>	<b>1 048 565,493</b>	<b>1 253 908,909</b>
<b>COMMISSION A CARACTERE D'INTERET</b>	<b>2 966 061,783</b>	<b>2 292 085,156</b>
<b>COMMISSIONS S/OP DE CREDITS</b>	<b>909 120,819</b>	<b>703 398,143</b>
COMMISSIONS DE COMPTE	441 246,188	225 282,649
COMMISSIONS DE DECOUVERT	467 874,631	478 115,494
<b>COMMISSIONS S/OP D'ENGAGEMENT PAR SIGNATURE</b>	<b>2 043 040,295</b>	<b>1 588 411,952</b>
COMMISSIONS S/EMGAGEMENT DE GARANTIE	2 041 892,272	1 584 573,824
COMMISSIONS SUR BILLETS DE TRESORERIE	1 148,023	3 838,128
<b>COMMERCE EXTERIEUR ET CHANGE</b>	<b>13 900,669</b>	<b>275,061</b>
LETTRES DE GARANTIE	13 900,669	275,061
<b>PDTS. S/OP DE LA CLIENTELE LIEES A UNE MODIFIC. COMPT.</b>	<b>83 153,109</b>	<b>113 273,170</b>
<b>T O T A L</b>	<b>143 902 008,000</b>	<b>152 033 982,657</b>

Les agios réservés par la banque au cours de l'exercice 2003 ainsi que les mouvements y afférents se présentent comme suit :

DESIGNATION	AGIOS RESERVES			
	AU 3.12.2000	AU 3.12.2001	AU 3.12.2002	AU 3.12.2003
<b>CREDITS HABITATS</b>	<b>10 505 689</b>	<b>12 528 026</b>	<b>13 931 651</b>	<b>16 592 750</b>
<b>CC DEBITEURS</b>	<b>524 176</b>	<b>1 237 515</b>	<b>2 379 689</b>	<b>3 198 512</b>
<b>CREDIT DE PREFINANCEMENT HABITAT</b>	<b>243 463</b>	<b>2 617 012</b>	<b>3 414 505</b>	<b>5 826 179</b>
<b>CMT D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 598 630</b>	<b>3 968 599</b>	<b>5 673 846</b>	<b>7 907 903</b>
<b>CREDITS D'EXPLOITATION</b>	<b>84 988</b>	<b>116 406</b>	<b>196 585</b>	<b>299 085</b>
<b>CREDITS DE CONSOLIDATION</b>	<b>3 923 124</b>	<b>7 375 673</b>	<b>11 977 522</b>	<b>17 056 940</b>
<b>ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE</b>	<b>0</b>	<b>24 979</b>	<b>85 300</b>	<b>191 228</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>18 880 070</b>	<b>27 868 210</b>	<b>37 659 098</b>	<b>51 072 597</b>

<b>PR2 - COMMISSIONS</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>COMMISSION SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INETR BANCAIRE</b>	<b>2 046,792</b>	<b>3 405,341</b>
<b>COMMISSION SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>16 655 746,982</b>	<b>16 716 778,338</b>
<b>COMMISSIONS SUR EFFETS, CHEQUES &amp; OPERATIONS DIVERSES</b>	<b>11 836 398,539</b>	<b>11 605 673,517</b>
EFFETS A L'ENCAISSEMENT	16 407,700	16 638,806
EFFETS ESCOMPTES	36 424,244	32 925,137
OPERATIONS DIVERSES SUR EFFETS	259 310,290	301 691,293

BH -(suite)-		
OPERATIONS DE VIREMENTS	2 621 717,257	2 421 705,559
OPER.PAR CHEQUE EN D.OU EN D.CONVERTIBLES	2 385 682,753	2 858 202,088
OPERATIONS SUR TITRES	4 208,269	2 374,180
FRAIS DE TENUE DE COMPTE	6 512 648,026	5 972 136,454
<b>COMMISSIONS SUR OPERATIONS DE COMMERCE EXTERIEUR ET DE CHANGE</b>	<b>651 044,096</b>	<b>547 088,887</b>
DOMICILIATION & MODIFICATION DE TITRES	23 590,214	21 736,961
REMISES ET ACCREDITIF DOCUMENTAIRES	458 323,454	464 796,118
VIREMENTS & CHEQUES EN DEVISES	169 130,428	60 555,808
<b>COMMISSION SUR GESTION FOPROLOS &amp; P.SPECIAUX</b>	<b>1 440 756,918</b>	<b>1 198 484,736</b>
REMUNERATION SUR GESTION FOPROLOS	1 367 483,325	1 124 200,403
REMUNERATION PROJETS SPECIAUX	73 273,593	74 284,333
<b>AUTRES COMMISSIONS</b>	<b>2 727 547,429</b>	<b>3 365 531,198</b>
COMMISSIONS DE GESTION	3 793,131	2 142,940
COMMISSIONS D'ETUDES	1 800 650,761	2 247 147,455
COMMISSIONS SUR OPERATIONS MONETIQUES	849 066,162	1 000 966,365
FRAIS ADDITIONNEL DES PRETS	74 037,375	115 274,438
<b>COMMISSIONS SUR AUTRES OPERATIONS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>332 303,536</b>	<b>403 127,807</b>
<b>T O T A L</b>	<b>16 990 097,310</b>	<b>17 123 311,486</b>
<b>PR3 - GAINS NET SUR PORTEFEUILLE TITRE COMMERCIAL ET OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>PR3.A - GAINS SUR TITRES DE TRANSACTION</b>	<b>10 207 262,064</b>	<b>11 509 225,693</b>
<b>INTERETS SUR BONS DE TRESOR</b>	<b>25 709,535</b>	<b>271 803,718</b>
PRODUITS	50 578,123	510 194,052
CHARGES	-24 868,588	-238 390,334
<b>INTERETS SUR BONS DE TRESOR ASSIMILES (BTA)</b>	<b>9 369 982,966</b>	<b>9 742 624,876</b>
<b>INTERETS BONS DE TRESOR COURT TERME</b>	<b>665 981,302</b>	<b>1 422 674,176</b>
PRODUITS	2 659 998,604	2 776 992,571
CHARGES	-1 994 017,302	-1 354 318,395
<b>INTERETS EMPRUNTS NATIONAUX "PRET SNCFT"</b>	<b>145 588,261</b>	<b>72 122,923</b>
<b>CH3.A - PERTES SUR TITRES DE TRANSACTION</b>	<b>1 574 372,314</b>	<b>280 764,263</b>
PERTES SUR TITRES DE TRANSACTION	1 574 372,314	280 764,263
<b>GAIN NET SUR TITRES DE TRANSACTIONS</b>	<b>8 632 889,750</b>	<b>11 228 461,430</b>
<b>PR3.C - GAINS NETS SUR OPERATIONS DE CHANGE</b>	<b>2 431 993,681</b>	<b>1 974 957,803</b>
GAINS SUR OPERATIONS DE CHANGE ET D'ARBITRAGE	2 431 993,681	1 974 957,803
<b>T O T A L</b>	<b>11 064 883,431</b>	<b>13 203 419,233</b>
<b>PR4 - REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>PR4.B - DIVIDENDES ET REVENUS ASSIMILES SUR TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>361 605,826</b>	<b>1 235 216,356</b>
DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILES	342 661,650	1 212 039,630
TANTIEMES ET JETONS DE PRESENCE PERCUS	18 944,176	23 176,726
<b>T O T A L</b>	<b>361 605,826</b>	<b>1 235 216,356</b>
<b>CH4/PR5 - DOT.AUX PROV.ET RESULT.DES CORRECT.DE VAL./CREANC.H.BILAN ET PASSIF</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>CH4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RESULTATS DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES, HORS BILAN ET PASSIFS</b>	<b>16 708 905,282</b>	<b>25 213 430,114</b>
DOTAT AUX PROV SUR OPERT DE TRESO ET INTERBANCAIRE	12 035 994,618	16 607 447,731
DOTAT AUX PROV SUR OPERT AVEC LA CLIENTELE	804 734,592	348 918,173
DOTATIONS AU PROV POUR RISQUE ET CHARGES	3 868 176,072	7 439 980,895
PERTES SUR CREANCES COUVERTES PAR DES PROVISIONS	0,000	817 083,315
<b>PR5 - REPRISE DE PROVISIONS ET RESULTATS DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES, HORS BILAN ET PASSIFS</b>	<b>5 115 999,454</b>	<b>8 987 888,319</b>
REPRISES DE PROVISIONS SUR OPERATION AVEC CLIENTELE	4 396 902,342	7 799 091,493
REPRISES DES PROV POUR RISQUE ET CHARGE	719 097,112	1 188 796,826
<b>SOLDE NET</b>	<b>-11 592 905,828</b>	<b>-16 225 541,795</b>

BH -(suite)-

Les provisions constatées par la banque au 31 Décembre 2003 se présentent comme suit :

INTITULES	31.12.2001	31.12.2002	DOTATION 2003	REPRISE 2003	REAFFECTATIONS	31.12.2003
<b>PROVISIONS SUR ENGAGEMENTS DE LA CLIENTELE</b>	<b>59 249 182</b>	<b>68 090 882</b>	<b>12 035 995</b>	<b>4 396 902</b>	<b>7 300 000</b>	<b>83 029 975</b>
<b>PROVISIONS EN FRANCHISE D'IMPOT</b>	<b>56 979 798</b>	<b>65 788 155</b>	<b>12 000 000</b>	<b>4 386 523</b>	<b>7 300 000</b>	<b>80 701 632</b>
RESERVE REINVESTISSEMENT EXONNERES	11 465 000	11 465 000				11 465 000
ENGT INDIVIS A LA CLIENTELE	44 969 317	53 777 673	12 000 000	4 386 523	7 300 000	61 391 150
PROMOTEUR IMMOBILIERS	20 838	20 838				20 838
COMPTE COURANT DEBITEURS	416 373	416 373				416 373
CREDITS AU PERSONNEL	108 270	108 270				108 270
<b>PROVISIONS AYANT SUPPORTE L'IMPOT</b>	<b>2 269 384</b>	<b>2 302 728</b>	<b>35 995</b>	<b>10 380</b>		<b>2 328 343</b>
RESERVE EXTRAORDINAIRES AFFECTEE AUX ACTIFS CLASSES	1 720 000	1 720 000				1 720 000
PROVISIONS SUR ECART COMPTES DE CREDITS	198 943	178 151	5 631	9 481		174 301
PROVISIONS POUR INTERETS SUR CREDITS	350 441	404 577	30 363	899		434 041
<b>PROVISIONS POUR RISQUE</b>	<b>5 006 495</b>	<b>6 817 353</b>	<b>5 014 111</b>	<b>2 550 102</b>	<b>1 300 000</b>	<b>10 581 361</b>
<b>PROVISIONS POUR ECART SUR COMPTES EPARGNE LOGEMENT</b>	<b>1 282 135</b>	<b>1 321 217</b>	<b>93 898</b>	<b>9 832</b>	<b>0</b>	<b>1 405 283</b>
EPARGNE LOGEMENT	2 748	3 100	0	0		3 100
INTERETS SUR MOUVEMENTS NON IDENTIFIES	1 279 387	1 318 117	93 898	9 832		1 402 183
<b>PROVISIONS SUR DIFFERENCE DE CHANGE SUR CREDIT US-AID</b>	<b>2 574 247</b>	<b>2 006 953</b>	<b>152 238</b>	<b>679 861</b>	<b>0</b>	<b>1 479 330</b>
<b>PROVISIONS POUR DIVERS RISQUES SUR ACTIF</b>	<b>732 384</b>	<b>387 373</b>	<b>558 599</b>	<b>29 404</b>	<b>0</b>	<b>916 568</b>
OPERATION BCT	4 325	0		0		0
OPERATION CCP	264	0		0		0
DETOURNEMENT	695 748	297 165	436 412	29 404		704 173
S I C A V BH PLCT	0	0	0	0		0
RELIQ.RESIL	841	0	0	0		0
CREA. DEBIT DIVERS	0	57 614	0	0		57 614
- O B A R	27 095	28 485	2 367			30 851
- COMPTE DE LIAISON	4 110	4 110	119 820			123 930
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>417 729</b>	<b>2 649 525</b>	<b>3 261 407</b>	<b>1 558 720</b>	<b>250 000</b>	<b>4 602 211</b>
<b>PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES</b>	<b>0</b>	<b>452 285</b>	<b>947 970</b>	<b>272 285</b>	<b>1 050 000</b>	<b>2 177 970</b>
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>64 255 677</b>	<b>74 908 235</b>	<b>17 050 105</b>	<b>6 947 005</b>	<b>8 600 000</b>	<b>93 611 336</b>

**CH5/PR6 - DOT.AUX PROV.ET RESULT.DES CORRECT.DE VALEURS/PORTEF.D'INVESTISSEMENT**

31-12-2003

31-12-2002

**CH5 - DOT.AUX PROV.ET RESULT.DES CORRECT.DE VALEURS/PORTEFE.D'INVESTISSEMENT**

4 209 376,189

3 011 735,866

 DOTATION AUX PROVISIONS SUR TITRES D'INVESTISSEMENT  
 DOT.AUX PROV./TIT.PARTIC.DES PART. D.LES ENTP.ASS.LES  
 COENTREP.& LES ENTRE.LIEES

947 969,596

452 285,000

3 261 406,593

2 559 450,866

**PR6 - DOT.AUX PROV.ET RESULT.DES CORRECT.DE VALEURS/PORTEFE.D'INVESTISSEMENT**

2 118 325,546

2 025 057,395

 DOTATION AUX PROVISIONS SUR TITRES D'INVESTISSEMENT  
 REP.AUX PROV./TIT.PARTIC.DES PART. D.LES ENTP.ASS.LES  
 COENTREP.& LES ENTRE.LIEES

272 285,000

0,000

1 558 720,312

327 655,000

PLUS VALUES DE CESSION DES TITRES DE PARTICIPATION

287 320,234

1 697 402,395

**SOLDE NET**

-2 091 050,643

-986 678,471

**PR7 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATIONS**

31-12-2003

31-12-2002

REVENUS DES IMMEUBLES NON LIES A L'EXPLOITATION BANCAIRE

150 746,506

227 659,918

AUTRE PRODUITS D'EXPLOITATION

5 427 502,344

5 367 925,025

BH -(suite)-

PARTICIPATION AUX BENEFICES SUR OPERATIONS D'ASSURANCES	3 326 869,281	3 243 047,072
CHARGES NON IMPUTABLES	1 112 989,490	1 379 122,475
AUTRES PRODUIT ACCESSOIRES	987 643,573	745 755,478
<b>T O T A L</b>	<b>5 578 248,850</b>	<b>5 595 584,943</b>

<b>CH6 - FRAIS DE PERSONNEL</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>SALAIRES ET TRAITEMENTS</b>	<b>27 879 736,646</b>	<b>26 063 079,842</b>
<b>SALAIRES DE BASE</b>	<b>19 988 994,757</b>	<b>18 754 628,861</b>
<b>HEURES SUPPLEMENTAIRES</b>	<b>5 745,335</b>	<b>37 610,936</b>
<b>INDEMNITES</b>	<b>3 633 597,340</b>	<b>3 253 776,423</b>
INDEMNITE DE REPRESENTATION	1 016 047,712	1 004 764,717
INDEMNITE DE TRANSPORT	1 775 395,325	1 542 666,908
INDEMNITE DE FONCTION	39 478,459	38 191,889
AUTRES INDEMNITES SERVIES	802 675,844	668 152,909
<b>PRIMES</b>	<b>3 177 995,695</b>	<b>2 998 448,541</b>
PRIME DE TECHNICITE	187 805,106	186 872,836
PRIME DE BILAN A PAYER	2 645 773,579	2 462 336,270
PRIME DE SCOLARITE	344 417,010	349 239,435
<b>ALLOCATION SALAIRE UNIQUE &amp; ALLOC.FAMILIALE</b>	<b>148 245,756</b>	<b>146 615,570</b>
<b>BONS D'ESSENCE</b>	<b>202 368,000</b>	<b>166 979,334</b>
<b>ENVELOPPE</b>	<b>570 120,000</b>	<b>550 000,000</b>
<b>REMUNERATION DU PERSONNEL CONTRACTUEL</b>	<b>140 389,763</b>	<b>139 852,177</b>
<b>REMUNERATION DU PERSONNEL SAISONNIER</b>	<b>12 280,000</b>	<b>15 168,000</b>
<b>CHARGES SOCIALES</b>	<b>5 120 805,041</b>	<b>4 682 012,136</b>
<b>CHARGE DE PERSONNEL LIEES A UNE MODIFICATION COMPTABLE</b>	<b>41 504,857</b>	<b>97 131,863</b>
<b>AUTRES CHARGES AU PERSONNEL</b>	<b>3 044 883,938</b>	<b>2 653 992,504</b>
<b>IMPOTS ET TAXE LIES AU PERSONNEL</b>	<b>869 760,958</b>	<b>557 662,844</b>
<b>T.F.P</b>	<b>579 940,634</b>	<b>307 248,209</b>
<b>FOPROLS</b>	<b>289 820,324</b>	<b>250 414,635</b>
<b>T O T A L</b>	<b>36 956 691,440</b>	<b>34 053 879,189</b>

<b>CH7 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>CH7.A - FRAIS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE</b>	<b>1 125 430,510</b>	<b>943 603,450</b>
<b>DONS ET COTISATIONS</b>	<b>1 125 430,510</b>	<b>943 603,450</b>
<b>CH7.B - AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>14 603 191,322</b>	<b>15 913 166,946</b>
<b>LOYERS ET CHARGES LOCATIVES</b>	<b>2 731 313,178</b>	<b>3 103 952,574</b>
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	2 726 591,132	3 100 162,502
AUTRES	4 722,046	3 790,072
<b>FOURNITURE ET AUTRES MATIERES CONSOMMABLES</b>	<b>1 204 984,684</b>	<b>1 295 203,670</b>
<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>5 719 342,120</b>	<b>5 647 781,173</b>
ENTRETIEN & REPARATION ( confies a tiers )	1 907 443,033	1 742 567,636
TRAVAUX & FACONS EXECUTES PAR TIERS	1 200 904,005	1 300 558,088
FOURNITURES FAITES A L'ENTREPRISE ( eau et gaz )	520 386,732	530 234,981
PRIMES D'ASSURANCES	370 637,469	345 926,309
REMUNERATION D'INTERMEDIAIRES & HONORAIRES	1 588 282,369	1 612 869,437
TRANSPORT ET DEPLACEMENT	131 688,512	115 624,722
<b>JETONS DE PRESENCE</b>	<b>23 628,673</b>	<b>4 000,000</b>
<b>AUTRES CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION</b>	<b>4 720 015,859</b>	<b>5 695 849,007</b>
PUBLICITES	772 934,334	1 188 121,086
DOCUMENTATION CENTRALE	113 367,052	108 930,259
AFFRANCHISSEMENTS, TELEPHONE, TELEG, TELEX	2 300 522,853	2 677 389,830
MISSIONS & RECEPTIONS	154 733,097	200 025,919
AUTRES FRAIS DE GESTION	273 357,958	257 972,757

BH -(suite)-

FRAIS DU CONSEIL & D'ASSEMBLEES	5 731,665	8 429,651
PARTICIPATION AU BUDGET DE L'APBT	237 098,000	235 463,000
FRAIS D'ACTE & DE CONTENTIEUX	30 528,293	14 080,106
AUTRES FRAIS DIVERS D'EXPLOITATION	1 105 100,565	1 263 409,156
<b>IMPOTS ET TAXES</b>	<b>203 906,808</b>	<b>166 380,522</b>
<b>T O T A L</b>	<b>15 728 621,832</b>	<b>16 856 770,396</b>

<b>PR8/CH9 - SOLDE EN GAIN SUR PERTES PROVENANT DES ELEMENTS ORDINAIRES</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
-----------------------------------------------------------------------------	-------------------	-------------------

<b>CH9 - PERTES PROVENANT DES ELEMENTS ORDINAIRES</b>	<b>12 881,985</b>	<b>11 845 444,395</b>
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUE SICAV	0,000	5 921 552,269
MOINS VALUE S/CESSION D'IMMOBILISATIONS	11 716,027	
PERTES COUVERTES PAR DES PROVISION POUR RISQUE SICAV	0,000	5 921 552,269
PERTES EXCEPTIONNELLES	1 165,958	2 339,857
<b>PR8 - GAINS PROVENANT DES ELEMENTS ORDINAIRES</b>	<b>237 373,643</b>	<b>5 955 084,920</b>
REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUE SICAV	0,000	5 921 552,269
PLUS VALUE S/CESSION D'IMMOBILISATIONS	229 784,250	
<b>PROFITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>7 589,393</b>	<b>33 532,651</b>
<b>SOLDE NET</b>	<b>224 491,658</b>	<b>-5 890 359,475</b>

## 5.3.5. Notes sur les postes de hors bilan

<b>PASSIFS EVENTUELS</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
--------------------------	-------------------	-------------------

<b>HB1 - CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES DONNEES</b>	<b>148 748 630,157</b>	<b>115 298 925,036</b>
----------------------------------------------------------	------------------------	------------------------

<b>A - EN FAVEUR D'ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS</b>	<b>22 283 860,564</b>	<b>23 625 125,552</b>
---------------------------------------------------------------	-----------------------	-----------------------

- ENGTS DONNES S/ RETROCESSION CDTS US AID SNIT ET MUNIC.	2 640 259,670	3 036 628,852
- AVALS AUX BANQUES	5 628 850,894	5 319 496,700
- EMPRUNT OBLIGATAIRE ( MODERNE LEASING )	14 014 750,000	15 269 000,000

<b>B - EN FAVEUR DE LA CLIENTELE</b>	<b>126 464 769,593</b>	<b>91 673 799,484</b>
--------------------------------------	------------------------	-----------------------

<b>CAUTIONS FISCALES ET DOUANIERES</b>	<b>27 410 431,542</b>	<b>8 567 538,093</b>
----------------------------------------	-----------------------	----------------------

- CAUTION DOUANIERES	26 063 536,698	7 404 538,961
- OBLIGATIONS CAUTIONNEES	1 346 894,844	1 162 999,132

<b>CAUTIONS SUR MARCHES</b>	<b>26 574 942,692</b>	<b>29 849 834,158</b>
-----------------------------	-----------------------	-----------------------

- CAUTION PROVISoire	1 435 894,844	1 037 339,130
- CAUTION D'AVANCE	2 838 963,100	2 054 566,805
- CAUTION RETENU DE GARANTIE	13 275 759,294	14 143 927,056
- CAUTION DEFINITIVE	6 396 671,839	6 709 662,366
- CAUTION SOLIDAIRE	145 332,740	1 558 181,589
- CAUTION BANCAIRE	2 482 320,875	4 346 157,212

<b>AVALS</b>	<b>32 491 395,359</b>	<b>13 510 427,233</b>
--------------	-----------------------	-----------------------

- AVALS	32 488 835,359	13 437 427,233
- AVALS S/LETTRE DE GARANTIE	2 560,000	73 000,000

<b>AUTRES ENGAGEMENTS</b>	<b>39 988 000,000</b>	<b>39 746 000,000</b>
---------------------------	-----------------------	-----------------------

- BONS DE TRESOR	26 238 000,000	39 746 000,000
- EMPRUNT OBLIGATAIRE	13 750 000,000	0,000

<b>HB2 - CREDITS DOCUMENTAIRES</b>	<b>108 644 217,654</b>	<b>43 237 372,071</b>
------------------------------------	------------------------	-----------------------

<b>- ENGTS DONNES S/CDTS DOCUMENTAIRE IMPORT</b>	<b>108 644 217,654</b>	<b>43 237 372,071</b>
--------------------------------------------------	------------------------	-----------------------

<b>HB3 - ACTIFS DONNES EN GARANTIES</b>	<b>0,000</b>	<b>13 600 000,000</b>
-----------------------------------------	--------------	-----------------------

<b>- REFINANCEMENT EMPRUNT BCT</b>	<b>0,000</b>	<b>13 600 000,000</b>
------------------------------------	--------------	-----------------------

<b>TOTAL PASSIFS EVENTUELS</b>	<b>257 392 847,811</b>	<b>172 136 297,107</b>
--------------------------------	------------------------	------------------------

BH -(suite)-

<b>ENGAGEMENT DONNES</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>HB 4 - ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES</b>	<b>894 886 350,423</b>	<b>807 215 595,763</b>
<b>A - EN FAVEUR D'ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>
<b>B - EN FAVEUR DE LA CLIENTELE</b>	<b>894 886 350,423</b>	<b>807 215 595,763</b>
- CDTS PREF. IMMOB NON UTILISES	115 943 088,306	79 225 420,675
- CDTS IMMOB. ACQUEREUR S/ RSSE CONTRACTUELLE	16 747 607,148	12 668 417,567
- CDTS IMMOB. ACQUEREUR S/ RSSE PROPRE	1 189 381,501	2 008 190,596
- CDTS IMMOB. ACQUEREUR S/ RSSE AFFECTER	1 869 245,739	1 780 919,996
- CDTS NOTIF. ET NON UTILISE FAS, FOPRODI, FONAPRA ET CMT	18 895 506,581	5 201 447,362
- CREDITS A ACCORDER SUR COMPTES EPARGNE LOGEMENT	740 241 521,148	706 331 199,567
<b>HB5 - ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>	<b>600 000,000</b>	<b>600 000,000</b>
- PARTICIPATIONS NON LIBEREES	600 000,000	600 000,000
<b>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>895 486 350,423</b>	<b>807 815 595,763</b>
<b>ENGAGEMENT RECUS</b>	<b>31-12-2003</b>	<b>31-12-2002</b>
<b>HB6 - ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS</b>	<b>540 277 451,029</b>	<b>474 617 756,756</b>
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS DES BANQUES</b>	<b>1 931 817,957</b>	<b>2 366 054,626</b>
CONFIRMATIONS DES CDTS DOCUMENTAIRE EXPORT	1 931 817,957	2 366 054,626
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS DE L'ETAT</b>	<b>526 666 012,281</b>	<b>463 967 180,592</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECU DE L'ETAT SUR EPARGNE LOGEMENT	526 666 012,281	463 967 180,592
<b>ENG.DE FINANCEMENT RECUS DE LA CLIENTELES SUR RSSOURCES ORDINAIRES</b>	<b>11 679 620,791</b>	<b>8 284 521,538</b>
BLOCAGE D'EPARGNE SUR CREDITS ANTICIPES	11 679 620,791	8 284 521,538
<b>HB7 - GARANTIES RECUES</b>	<b>45 731 378,093</b>	<b>37 865 867,848</b>
<b>A - GARANTIES RECUS DE L'ETAT</b>	<b>2 640 259,670</b>	<b>3 036 628,852</b>
GARANTIES RECUE DE L'ETAT S/CDTS US AID	2 640 259,670	3 036 628,852
<b>B - GARANTIES RECUS D'AUTRES ETABL. BAN. FIN. ET D'ASS.</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>
ENGAGEMENTS RECUS SUR TITRE	0,000	0,000
<b>C - GARANTIES RECUS DE LA CLIENTELE</b>	<b>43 091 118,423</b>	<b>34 829 238,996</b>
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS DE LA CLIENTELE</b>	<b>40 788 250,333</b>	<b>32 178 947,658</b>
NANTISSEMENT LIVRET D'EPARGNE	19 208 316,145	12 843 941,237
NANTISSEMENTS BON DU TRESOR ET AUTRES PDTS	20 952 707,188	18 998 865,421
GARANTIES RECUE S/ CDTS DOCUMENTAIRE	627 227,000	336 141,000
<b>MARGE SUR CAUTIONS FISCALES ET DOUANIERES</b>	<b>329 947,358</b>	<b>309 368,416</b>
- CAUTION DOUANIERES	329 947,358	309 368,416
<b>MARGE SUR CAUTIONS SUR MARCHES</b>	<b>1 961 795,732</b>	<b>2 300 922,922</b>
- CAUTION PROVISoire	285 354,188	231 062,374
- CAUTION D'AVANCE	5 831,000	9 540,090
- CAUTION RETENU DE GARANTIE	49 764,063	136 743,434
- CAUTION DEFINITIVE	1 554 732,301	1 654 390,286
- CAUTION SOLIDAIRE	7 300,000	3 800,000
- CAUTION BANCAIRE	58 814,180	265 386,738
<b>MARGE SUR AVALS</b>	<b>11 125,000</b>	<b>40 000,000</b>
- AVALS	11 125,000	40 000,000

BH -(suite)-

Les engagements donnés et reçus sur l'épargne logement se détaillent comme suit :

<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES A LA CLIENTELE</b>			
<b>INTITULE</b>	<b>31.12.2003</b>	<b>31.12.2002</b>	<b>31.12.2001</b>
<b>1/Crédits à accorder sur comptes d'épargne</b>	<b>723 493 914</b>	<b>693 662 782</b>	<b>636 562 596</b>
<b>a / murs et réguliers</b>	<b>622 757 406</b>	<b>595 806 566</b>	<b>541 121 022</b>
L'ensemble des comptes d'épargne murs et réguliers x 2 311 378 703 X 2	622 757 406	595 806 566	541 121 022
<b>b / murs mais irréguliers</b>	<b>100 736 508</b>	<b>97 856 216</b>	<b>95 441 574</b>
L'ensemble des comptes d'épargne murs mais irréguliers x 2 50 368 254 X 2	100736508	97856216	95 441 574
<b>c / Le total des versements effectués pour la catégorie ( c )</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
L'ensemble des comptes d'épargne " catégorie C " X 0 6 375 870 X 0	0	0	0
<b>2/Tranches non débloquées des crédits déjà accordés</b>	<b>16 747 607</b>	<b>12 668 418</b>	<b>11 901 721</b>
<b>TOTAL</b>	<b>740 241 521</b>	<b>706 331 200</b>	<b>648 464 317</b>
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS DE L'ETAT</b>			
<b>INTITULE</b>			<b>31.12.2001</b>
<b>1/Tranches non débloquées des crédits déjà accordés</b>	<b>16 747 607</b>	<b>12 668 418</b>	<b>11 901 721</b>
<b>2/Engagements de l'Etat relatif à l'équilibre du régime d'épargne logement</b>	<b>509 918 405</b>	<b>451 298 763</b>	<b>369 395 755</b>
<b>a/Crédits à accorder sur comptes d'épargne</b>	<b>723 493 914</b>	<b>693 662 782</b>	<b>636 562 596</b>
<b>b/Encours des crédits sur Epargne logement</b>	<b>343 217 818</b>	<b>317 780 365</b>	<b>292 562 194</b>
( + ) Crédit normal	204 949 958	195 117 425	184 498 865
( + ) Crédit anticipé	15 528 506	11 485 552	9 183 959
( + ) Crédit complémentaire	122 739 354	111 177 388	98 879 370
<b>c/Dépôts sur épargne logement</b>	<b>556 793 327</b>	<b>560 144 384</b>	<b>559 729 035</b>
( - ) Epargne logement	556 793 327	560 144 384	559 729 035
<b>TOTAL</b>	<b>526 666 012</b>	<b>463 967 181</b>	<b>381 297 477</b>

Les engagements en devises à la date du 31 décembre 2003 comparés à ceux existants au 31 décembre 2002 se présentent comme suit :

<b>LIBELLE</b>	<b>31.12.2003</b>	<b>31.12. 2002</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNEES SUR OPERATIONS EN DEVISES</b>		<b>-8 501 587</b>
<b>ENGTS SUR OPERATION DE CHANGE AU COMPTANT</b>	<b>-15 396 516</b>	<b>-8 325 145</b>
- DEVISES VENDUES A LIVRER	-9 623 406	-4 193 969
- CONTRE VALEUR DEVISE ACHETEES A LIVRER	-5 773 110	-4 131 176
<b>ENGTS SUR MARCHE MONETAIRE EN DEVISE</b>	<b>105 886</b>	<b>144 655</b>
- DEVISES PRETEES A LIVRER	0	0
- INT. A ECHOIR SUR DEVISE EMPRUNTEES	105 886	144 655
<b>ENGTS SUR OPERATION DE CHANGE A TERME</b>	<b>-493 775</b>	<b>-321 097</b>
- DEVISES VENDUES A LIVRER	-66 674 394	-39 957 974
- CONTRE VALEUR DEVISE ACHETEE A LIVRER	66 180 619	39 636 877
<b>ENGAGEMENTS RECUS SUR OPERATIONS EN DEVISES</b>	<b>-15 324 535</b>	<b>-8 152 274</b>
<b>- ENGTS SUR OPERATION DE CHANGE AU COMPTANT</b>	<b>-15 410 159</b>	<b>-8 334 071</b>
DEVISES ACHETEES A RECEVOIR	-10 700 312	-5 250 533
CONTRE VALEUR EN DEVISE VENDUE A RECEVOIR	-4 709 847	-3 083 538
<b>- ENGTS SUR MARCHE MONETAIRE EN DEVISE</b>	<b>124 138</b>	<b>181 797</b>
DEVISES EMPRUNTEES A RECEVOIR	0	0
INT. A ECHOIR SUR DEVISE PRETEE	124 138	181 797
<b>- ENGTS SUR OPERATION DE CHANGE A TERME</b>	<b>-38 514</b>	<b>0</b>
DEVISES ACHETEES A RECEVOIR	-676 209	0
CONTRE VALEUR EN DEVISES VENDUE A RECEVOIR	637 695	0

BH –(suite)-

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE DE L'HABITAT ARRETES AU 31 DECEMBRE 2003**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2001, nous vous présentons notre rapport général sur l'audit des états financiers de la Banque de l'Habitat arrêtés au 31 décembre 2003.

**1. Opinion sur les états financiers**

Nous avons audité les états financiers de la Banque de l'Habitat arrêtés au 31 décembre 2003. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit et conformément aux termes de référence pour l'audit des états financiers des établissements de crédits, tels que prévus par la note aux banques de la Banque Centrale de Tunisie n° 93-23 du 30 juillet 1993.

Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers de la Banque de l'Habitat arrêtés au 31 décembre 2003 sont régulier et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la banque de l'Habitat ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

**2. Examen spécifique**

Nous avons procédé à l'examen et aux vérifications spécifiques prévues par la loi, conformément aux normes internationales d'audit.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé ou pris connaissance d'incohérences significatives dans les informations d'ordre comptable données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'exercice, pouvant contredire les états financiers de la banque de l'Habitat arrêtés au 31 décembre 2003.

**Tunis, le 05 mai 2004**

**Le commissaire aux comptes**

**La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C**

**Chiheb GHANMI**

**Associé**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 18 mai 2001, nous vous présentons notre rapport spécial sur les conventions réglementées prévues par les articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales et l'article 29 de la loi 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédits.

**1. Convention conclues au cours de l'exercice 2003**

En application des dispositions des articles 200 & 475 du code des sociétés commerciales et 29 de la loi 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédits, nous portons à votre connaissance que nous n'avons pas été informés par votre conseil d'administration d'opérations conclues par votre Banque avec l'une des personnes prévues par ces articles.

**2. Conventions conclues au cours des exercices précédents et qui continuent à produire des effets au cours de l'exercice 2003**

Une convention de dépositaire a été conclue entre les SICAV BH PLACEMENT et BH OBLIGATAIRE depuis 1994. Les commissions facturées par la banque s'élèvent à 1000 dinars HT pour chacune d'entre elles.

Par ailleurs, nous vous présentons dans les pages qui suivent les effets que continuent à produire au cours de l'exercice 2003 les conventions déjà conclues entre la Banque de l'Habitat et l'Etat Tunisien au cours des exercices antérieurs.

**Tunis, le 05 mai 2004**

**Le commissaire aux comptes**

**La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C**

**Chiheb GHANMI**

**Associé**

**1. Convention pour la gestion du fonds de promotion des logements pour les salariés (FOPROLOS)**

Compte tenu de la loi n° 77-54 du 3 août 1977 et le décret n° 77-965 instituant le fonds de promotion des logements pour les salariés (FOPROLOS), la banque de l'habitat et l'Etat tunisien ont signé, le 02 janvier 1990, une convention relative à la gestion du FOPROLOS.

A cet effet, il est ouvert dans les écritures de la Banque de l'Habitat, un compte spécial qui est alimenté par les tirages sur le fonds de promotion des logements pour les salariés ouvert dans les écritures de la Trésorerie Générale de Tunisie. La dotation accordée à la Banque de l'Habitat au titre de la gestion de ce fonds est fixée initialement par la convention à 2.000.000 Dinars. Les fonds consignés dans ce compte sont destinés à l'accord de prêts aux salariés et de crédits aux promoteurs immobiliers agréés pour financer la construction de logements suburbains.

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 2% sur les prêts débloqués chaque année au profit des salariés, soit 733 356 Dinars au titre de 2003, et 3% sur les montants de recouvrement en principal et intérêts, soit 634 128 Dinars en 2003.

BH -(suite)-

## **2. Convention relative au programme national de résorption des logements rudimentaires (PNRLR)**

Par décret n° 86-438 du 12 avril 1986, il a été institué un programme national de résorption des logements rudimentaires.

En application de l'article 6 du décret précité, la Banque de l'Habitat ( Ex-CNEL) a signé le 16 mai 1986 avec l'Etat tunisien, une convention relative à la gestion des Fonds pour le Programme National de Résorption des Logements Rudimentaires.

Un compte est ouvert à cet effet, il est alimenté notamment par les dotations budgétaires de l'Etat, les prélèvements sur le FNAH, les prélèvements sur les autres programmes spéciaux en rapport avec l'habitat, les concours du système bancaire ainsi que toutes autres ressources nationales ou internationales qui seraient affectées à ce programme.

Les fonds ainsi collectés sont destinés à l'accord de prêts ou subventions aux ménages occupant des logements rudimentaires pour l'acquisition de lots de terrains, la construction de logements salubres et l'amélioration de logements insalubres.

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloquages, et 2% sur les recouvrements annuels en principal et intérêts, soit 312 Dinars en 2003.

## **3. Convention pour le 4<sup>ème</sup> projet de développement urbain**

Par accord de prêt conclu à Washington en date du 18 juillet 1983 sous le numéro 2736 entre l'Etat tunisien et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) ratifié par la loi n° 86-102, la BIRD a consenti à l'Etat tunisien un prêt en monnaie étrangère d'un montant de 30,2 millions de Dollars US destiné au financement du 4<sup>ème</sup> projet de développement urbain.

En application des sections 3.02 (b) et 3.08 de cet accord, il a été signé le 4 mars 1987 entre l'Etat tunisien et la Banque de l'Habitat, une convention relative à la gestion des composantes "Trames assainies et auto-construction" du 4<sup>ème</sup> projet de développement urbain.

A cet effet, un compte est ouvert à la banque de l'habitat, ce compte loge les fonds du prêt de la BIRD, le concours bancaire, les fonds de l'Etat et l'autofinancement des bénéficiaires.

Ces contributions financières sont destinées à la viabilisation des lots de terrains AFH, à l'auto-construction et à l'amélioration de l'habitat dans les zones prévues par la convention.

En rémunération de sa gestion, la banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloquages des prêts et 3% sur les recouvrements annuels en principal et intérêts, soit 41 063 dinars en 2003.

## **4. Convention pour le programme des trames assainies et auto-construction (US-AID HG 004B)**

Par accord d'exécution conclu à Tunis en date du 30 avril 1985 et ratifié par la loi n° 85-103 du 2 décembre 1985 entre l'Etat tunisien et les Etats Unis d'Amérique par l'intermédiaire de l'Agence Internationale pour le Développement (US-AID), celle-ci a garanti, au profit du Gouvernement tunisien, un prêt de 46 Millions de dollars US destinés au financement de la viabilisation des lots de terrains, l'acquisition de ces lots et l'auto-construction.

A cet effet, une convention a été signée entre l'Etat tunisien et la Banque de l'Habitat relative à la gestion par celle-ci des fonds pour le programme des trames assainies et l'auto-construction du crédit US-AID HG004 B.

Ainsi, il a été ouvert dans les comptes de la Banque de l'Habitat, un compte recevant les contributions financières affectées au financement de ce programme et qui sont essentiellement constituées par les fonds du prêt constaté et l'autofinancement des bénéficiaires.

Ces fonds sont destinés au financement du programme des trames assainies et l'auto-construction dans certaines localités indiquées en annexe de la convention précitée.

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloquages des prêts, soit 89 Dinars en 2003, et 3% sur les recouvrements annuels en principal et intérêts, soit 20 810 Dinars en 2003.

## **5. Convention relative au 3<sup>ème</sup> projet de développement urbain**

Par accord de prêt conclu à Washington en date du 11 janvier 1983 sous le numéro 2223 entre l'Etat tunisien et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), celle-ci a mis à la disposition de l'Etat tunisien un prêt en monnaie étrangère d'un montant de 25 Millions de Dollars US destiné au financement du 3<sup>ème</sup> projet de Développement Urbain. En application de la section 3.02 (b) de cet accord, il a été signé entre l'Etat tunisien et la Banque de l'Habitat, une convention relative à la gestion des composantes "trames assainies et auto-construction" du 3<sup>ème</sup> projet de développement Urbain.

A cet effet, un compte est ouvert à la Banque de l'Habitat. Ce compte loge les fonds du prêt de la BIRD, les fonds de l'Etat et l'autofinancement des bénéficiaires. Ces contributions financières sont destinées à la viabilisation des lots et à l'auto-construction dans les zones prévues par la convention.

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloquages des prêts, et 2% sur les recouvrements annuels en principal et intérêts, soit 5 757 Dinars en 2003.

## **-6. Convention pour la réhabilitation d'EL HAFSIA**

Par accord de prêt conclu à Washington en date du 11 janvier 1983 sous le numéro 223 entre l'Etat tunisien et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) ratifié par la loi n° 83-56 du 27 Juin 1983, il a été créé un compte spécial devant permettre d'accorder des prêts pour l'amélioration des bâtiments dans les quartiers de Sidi El Bayane, Sidi Younès et El Hafsia, la Municipalité de Tunis et l'ARRU afin de définir les modalités et les conditions de leurs interventions respectives dans la gestion dudit compte spécial.

Ce compte spécial est alimenté par les fonds versés par l'ARRU, les fonds versés annuellement par le FNAH, les fonds versés par l'Etat au titre des prêts accordés par la BIRD pour l'opération, les remboursements en principal et intérêts par les bénéficiaires et les intérêts des placements des disponibilités.

Les fonds provenant de ce compte sont destinés à être accordés, à titre des prêts, aux propriétaires désireux de réhabiliter leurs constructions, et à la Municipalité pour la réhabilitation des constructions municipales ainsi qu'à certaines dépenses de l'ARRU et de l'Association pour la Sauvegarde de la Médina (ASM).

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloquages des prêts et 3% sur les sommes recouvrées, soit 3 079 Dinars en 2003.

BH –(suite)

### **7. Convention relative au 2<sup>ème</sup> projet de développement urbain**

La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et l'Agence Internationale pour le Développement (US-AID) assurent respectivement le financement du 2<sup>ème</sup> projet urbain et du projet de réhabilitation du quartier "El Mellasine". La Municipalité de Tunis promoteur de ce projet, a sollicité le concours de la Banque de l'Habitat pour le recouvrement des crédits à accorder aux bénéficiaires des logements évolutifs et des lots viabilisés. L'intervention de la Banque de l'Habitat a été matérialisée par une convention de recouvrement des crédits accordés.

Dans le cadre de cette opération, la Banque de l'Habitat assure, dans une première phase, l'accomplissement des formalités de constitution du dossier de crédit, puis le recouvrement des crédits accordés.

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloques et 2,5% sur les recouvrements, soit 1 138 Dinars en 2003.

### **8. Convention pour le programme de reconstruction des logements au profit des sinistrés d'inondations (PRLSI) :**

Par accord d'exécution conclu à Tunis en date du 27 juillet 1983 ratifié par la loi n° 84-10 du 3 avril 1984 entre l'Etat tunisien et les Etats-Unis d'Amérique agissant par l'intermédiaire de l'Agence Internationale pour le Développement (US-AID), celle-ci a garanti au profit du Gouvernement tunisien, un prêt de 4 Millions de Dollars US et une subvention de 1 Million de Dollar US provenant du fonds de soutien économique.

En application de la section 1.01 de cet accord, il a été signé une convention entre l'Etat tunisien et la Banque de l'Habitat relative à la gestion des fonds du Programme de Reconstruction des Logements au profit des sinistrés d'inondations. A cet effet, il est ouvert à la Banque de l'Habitat un compte alimenté par les fonds du prêt US-AID et la subvention du fonds de soutien économique. Ces fonds sont destinés au financement du programme de reconstruction des logements au profit des victimes d'inondations dans les localités indiquées dans la convention.

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloques. Aucun déblocage n'est plus effectué actuellement, et 2,5% sur les recouvrements annuels en principal et intérêts.

### **9. Convention pour la gestion du régime d'épargne-logement**

La convention du 28 avril 1989 relative à la gestion du régime d'épargne - logement signé le 16 mai 1989 entre l'Etat tunisien et la Banque de l'Habitat stipule, dans son article 19, que l'Etat tunisien fournit annuellement à la Banque de l'Habitat les fonds nécessaires pour combler les besoins de financement résultant du déséquilibre financier du régime d'épargne - logement constaté au titre de l'exercice écoulé. Ce montant s'élève au 31 décembre 2003, à 509 918 405 Dinars. La Banque de l'Habitat n'a pas demandé à l'Etat l'équivalent du déficit résultant de la gestion du régime d'épargne-logement au titre de l'exercice 2003.

### **10. Convention pour la gestion du FOPRODI**

Par la convention entre l'Etat tunisien et la Banque de l'Habitat signée le 15 août 1994, il a été déterminé le rôle de celle-ci dans la gestion du FOPRODI. A cet effet, il a été ouvert un compte à la Banque de l'Habitat sur lequel sont accordées des subventions aux promoteurs. Les prêts accordés à ceux-ci sont octroyés sur les ressources propres de la Banque de l'Habitat.

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloques, et 3% sur les recouvrements.

### **11. Convention pour la gestion du FONAPRA**

Suivant le protocole d'accord conclu en date du 02 décembre 1983 entre l'Etat tunisien et la Communauté Européenne, il a été décidé d'accorder une subvention à l'Etat tunisien destinée au financement d'un programme visant la création de petites entreprises et encourageant la création d'emplois. A cet effet, il a été créé un compte spécial alimenté par la subvention européenne. Les fonds ainsi reçus sont destinés à financer les projets implantés dans les zones visées par la convention.

La gestion de ce fonds est confiée à la Banque de l'Habitat suivant la convention relative à la gestion du FONAPRA signée en date du 27 janvier 1994 et abrogée par la convention du 12 août 1994.

En rémunération de sa gestion, la Banque de l'Habitat perçoit 1% sur les débloques de l'année, et un pourcentage de 3% sur les recouvrements, soit 1 025 Dinars en 2003.

### **12. Convention pour le financement des projets s'inscrivant dans le cadre du dispositif du fonds de dépollution (FODEP)**

Conformément à la convention de rétrocession signée entre l'Etat tunisien et la Banque de l'Habitat, celle-ci accorde des prêts aux entreprises des secteurs productifs et de services devant servir au financement des opérations de dépollution pour une durée de dix ans, y compris un délai de grâce de trois ans.

Le taux d'intérêt appliqué est égal au taux supporté par la Banque de l'Habitat augmenté de la marge de celle-ci.

Les fonds rétrocédés à la Banque de l'Habitat s'élèvent au maximum à la contre valeur de 15 Millions d'ECUS. Ils génèrent des intérêts à un taux égal à celui du marché monétaire en vigueur au moment de la rétrocession (TMM) diminué de 1%.